



EFF:21
P
A

EXAMEN DU FIN D'ANNEE

Epreuve de Mathematique
Numeration

① Ecrivez le nombre de 100 à 0
par 5

R =

② completez les nombres dans l'ordre de 0 à 50 par 5
0 15 35 40 50

**EMBARGO EN VIGUEUR JUSQU'AU
LUNDI 21 JANVIER 2019, 00h01 (GMT)**

SERVICES PUBLICS OU FORTUNES PRIVÉES ?

Quand les multinationales et les grandes fortunes ne payent pas leur juste part d'impôt, elles privent les états de ressources pour financer les services publics essentiels, comme la santé ou l'éducation. Les gouvernements doivent agir contre les inégalités avec des mesures de justice fiscale.

À ÉGALITÉ!



OXFAM

DOCUMENT D'INFORMATION D'OXFAM – JANVIER 2019

Notre économie est défaillante : des centaines de millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté alors que d'immenses richesses sont concentrées dans les mains d'une minorité.

Le nombre de milliardaires a doublé depuis la crise financière et leur fortune augmente chaque jour de 2,5 milliards de dollars. Or, les élites fortunées et les grandes entreprises bénéficient des taux d'imposition les plus bas de ces dernières décennies. Les coûts humains (des enfants sans enseignant-e-s, des cliniques sans médicaments) sont considérables et ce sont les plus pauvres qui en payent le prix. Les femmes en souffrent particulièrement, contraintes de combler des services publics insuffisants par de nombreuses heures de travail de soin non rémunéré.

Nous devons transformer nos économies pour garantir l'universalité de l'accès à la santé, à l'éducation et à d'autres services publics. Pour cela, les entreprises et les plus riches doivent payer leur juste part d'impôts. Cela permettra de réduire considérablement l'écart entre les riches et les pauvres et entre les femmes et les hommes.

Le présent document a été rédigé par Max Lawson, Man-Kwun Chan, Fran-cesca Rhodes, Anam Parvez-Butt, Anna Marriott, Ellen Ehmke, Di-dier Jacobs, Julie Seghers, Jaime Atienza et Rebecca Gowland. Oxfam re-mercie Elizabeth Njambi, Charlotte Becker, Anna Ratcliff, Jon Slater, Ana Arendar, Patricia Espinoza Revollo, Irene Guijt, Franziska Mager, Iñi-go Macías Aymar, Kira Boe, Katie Malouf Bous, Katharina Down, Na-bil Ahmed, Matthew Spencer, Oliver Pearce et Susana Ruiz pour leur aide dans la création de ce document. Les auteur-e-s expriment leur gratitude à l'éventail d'experts qui ont généreusement offert leur contribution : Ar-jun Jayadev, Liepollo Lebohang Pheko, Deborah Hardoon, Gabriel Zucman, Debbie Budlender, Kate Pickett, Stephen Kidd, Patrick Asuming, Mat-thew Martin, Jonathan Ostry, Karin Stenberg et Danny Dorling. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-370-5 en janvier 2019
DOI : 10.21201/2019.3651

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Photo de couverture : Judith est enseignante dans une école de la province de l'Équateur, en République démocratique du Congo. Le directeur de l'école est mort du virus Ébola et par mesure de précaution, Judith est restée en quarantaine pendant 21 jours. À la fin de sa période d'isolement, Oxfam l'a aidée à réintégrer sa communauté. Oxfam a également soutenu l'école en fournissant des stations de lavage des mains, une campagne de promotion de la santé afin de mettre à mal la désinformation, ainsi qu'une zone de re-pos pour les écoliers et le personnel qui ne se sentent pas bien. Photo : Alain Niking/Oxfam

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Legrand ; Jérôme Richard) et relu par Pauline Leclère, Barbara Scottu et Julia Zahreddine

AVANT-PROPOS



NELLIE KUMAMBALA
ENSEIGNANTE DANS LE
SECONDAIRE, LUMBADZI,
MALAWI

J'ai toujours voulu être enseignante. Mon père, qui est décédé en 2015, a été toute sa vie professeur de mathématiques. C'est lui qui m'a inspiré et transmis cette envie. J'enseigne depuis 19 ans maintenant. Mes sœurs sont aussi dans l'enseignement. C'est dans nos gènes !

J'enseigne dans l'établissement secondaire communautaire de ma localité. Les élèves sont issu-e-s de familles très pauvres. Beaucoup parcourent de nombreux kilomètres, car il n'y a pas d'école à proximité. Beaucoup arrivent à l'école l'estomac vide, ce qui nuit à leur bon apprentissage. Dans notre école, nous manquons de manuels scolaires, les salles de classe sont délabrées, tout comme les supports pédagogiques. Tout passe par le partage.

Au cours de toutes ces années, j'ai vu tant de filles et de garçons qui ont grandi dans la pauvreté exceller à l'école. Je me souviens notamment de Chimwemwe Gabisa, qui était brillante en mathématiques, la meilleure élève que j'aie jamais eue. Elle a terminé le secondaire, mais n'a pas pu aller à l'université car cela coûtait trop cher.

Je suis déjà allée dans des écoles privées en ville, que les enfants des familles riches fréquentent. Les locaux sont irréprochables. Cela me semble injuste qu'il soit tellement plus difficile de bénéficier d'une bonne éducation dans les écoles publiques. Les enfants ne sont pratiquement pas soutenus dans leur apprentissage.

Ce rapport d'Oxfam m'a fait découvrir l'ampleur du fossé entre les riches et les pauvres dans ce monde, combien de richesses sont détenues par une poignée d'élites, alors que la grande majorité se partage si peu. Comment Dieu peut-il tolérer une telle injustice ? Je paie des impôts chaque mois sur mon maigre salaire. Je ne comprends pas pourquoi celles et ceux qui ont tout manquent à leurs obligations fiscales alors qu'elles sont censées participer au financement du développement.

Nous pourrions grandement améliorer notre école avec plus d'argent. Nous pourrions proposer des petits déjeuners et fournir des manuels scolaires à chaque élève. Nous pourrions répondre à leurs besoins fondamentaux, par exemple en leur fournissant des uniformes ou du matériel scolaire comme des cahiers d'exercice. Cela leur donnerait au moins une meilleure chance dans la vie. Ce serait formidable si nous pouvions leur offrir ça.



NICK HANAUER,
ENTREPRENEUR ET
INVESTISSEUR EN
CAPITAL-RISQUE

Je suis un adepte du capitalisme. J'ai lancé ou financé 37 entreprises et j'étais même le premier investisseur étranger dans Amazon. L'enseignement le plus important que j'ai tiré de ces décennies d'expérience du capitalisme de marché, c'est que la moralité et la justice sont des prérequis essentiels pour la prospérité et la croissance économique. L'avidité est néfaste.

Mais presque chaque figure d'autorité (des économistes aux responsables politiques dans les médias) nous dit l'inverse. La crise des inégalités actuelle résulte directement de cet échec moral. Cette société exclusive et hautement inégalitaire qui se construit autour de l'extrême richesse d'une minorité peut paraître solide et inébranlable à l'heure actuelle, mais elle finira par s'effondrer. Les fourches finiront par sortir et le chaos qui s'en suivra n'épargnera personne, ni les riches comme moi, ni les plus pauvres qui sont déjà laissés-pour-compte.

Pour éviter cette crise majeure, nous devons planter un pieu dans le cœur du néolibéralisme qui récompense la cupidité aux dépens de notre avenir. Nous devons la remplacer par un nouveau cadre économique (Oxfam parle d'une « économie centrée sur l'humain ») qui reconnaît que la justice et l'inclusion ne sont pas les conséquences mais bien les racines de la prospérité économique.

Seule une société qui cherche à inclure l'ensemble de sa population dans l'économie peut fonctionner sur le long terme. Pour édifier une telle société, les plus riches doivent s'acquitter de leur juste part d'impôts. Pourtant, comme le démontre le rapport d'Oxfam de cette année, ils font tout le contraire. Pour les particuliers et les entreprises les plus riches, la tranche supérieure d'impôt est à son niveau le plus bas comparé à ces dernières décennies. Les niveaux record de fraude et d'évasion fiscales font que les super-riches paient encore moins d'impôts.

Il ne peut y avoir de justification morale à ce comportement, autre que le dogme néolibéral aujourd'hui discrédité, selon lequel le monde serait un meilleur endroit où vivre si chacun cultivait son propre égoïsme. Il n'y a pas non plus la moindre justification économique. En réalité, ce comportement est autodestructeur sur le plan économique, car les citoyen-ne-s ordinaires qui participent à la prospérité de l'économie s'appauvrissent au profit de l'enrichissement des comptes bancaires des milliardaires. Je n'ai absolument aucun doute sur le fait que les plus riches dans notre société peuvent et doivent payer beaucoup plus d'impôts pour participer à l'édification d'une société plus égale et d'une économie plus prospère.

Si nos gouvernements taxaient équitablement les richesses, comme le recommande le rapport d'Oxfam, nous pourrions veiller à ce que chaque enfant ait toutes ses chances pour l'avenir. Nous pourrions nous assurer qu'aucune femme ni aucun homme ne craigne de tomber malade parce qu'il ou elle n'a pas les moyens de payer ses frais médicaux, que ce soit en Inde ou dans mon propre pays, aux États-Unis. Nous pourrions (et devrions) utiliser ces richesses pour bâtir des économies et des sociétés plus égalitaires.

L'orthodoxie néolibérale nous enseigne actuellement que l'inclusion et la justice relèvent du luxe, que la santé et l'éducation doivent être laissées à la merci du libre marché, accessibles uniquement à celles et ceux qui en ont les moyens, et qu'une fiscalité toujours plus faible pour les plus riches stimule la croissance économique. Mais cette vision est erronée et rétrograde.

Au final, c'est notre humanité et non notre froideur, qui est véritablement source de croissance économique et d'une civilisation florissante. Cette transformation n'est pas seulement incontournable pour les militant-e-s et les universitaires, mais aussi pour nous toutes et tous, y compris pour chaque milliardaire. La question n'est pas de savoir si on peut se permettre de le faire, mais plutôt si on peut se permettre de ne pas le faire.



**GRO HARLEM
BRUNDTLAND,
MEMBRE FONDATEUR
DE THE ELDERS,
DIRECTRICE GÉNÉRALE
DE L'ORGANISATION
MONDIALE DE LA SANTÉ
ENTRE 1998 ET 2003,
PREMIÈRE FEMME AU
POSTE DE PREMIER
MINISTRE DE NORVÈGE.**

Comme Oxfam le souligne depuis ces cinq dernières années, le niveau actuel des inégalités économiques n'est rien de moins qu'une catastrophe. Selon l'analyse d'Oxfam, 26 personnes possèdent à elles seules autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit 3,8 milliards de personnes, contre 43 l'année dernière. Malgré l'émergence d'un consensus politique en faveur de la lutte contre les inégalités extrêmes et un objectif de développement durable dédié, il est grand temps de passer des paroles aux actes et de prendre des mesures concrètes.

L'excellent rapport d'Oxfam intitulé *Services publics ou fortunes privées ?* formule des recommandations pratiques qui permettraient à tous les pays de lutter contre les inégalités, notamment en développant des services publics gratuits et universels. Ce rapport porte sur le pouvoir sans précédent que les services publics comme l'éducation et la santé jouent dans l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités et la lutte contre les injustices entre les femmes et les hommes. Forte de mon expérience en tant que Premier ministre en Norvège et Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, j'apporte mon soutien inconditionnel à ce message.

Dans de nombreux pays, alors que celles et ceux qui ont de l'argent ont accès à une éducation et à des prestations de santé de qualité, des centaines de millions de citoyen-ne-s ordinaires sont privé-e-s de services de santé vitaux ou s'enlisent dans la pauvreté car les frais médicaux sont hors de leur portée. Cela impacte surtout les femmes et les enfants, qui ont grandement besoin de ces services mais pour qui l'accès aux ressources financières est le plus restreint. Dans certains pays, des femmes pauvres et leurs bébés ont même été retenus dans des hôpitaux, car elles ne pouvaient pas régler leurs frais médicaux après leur accouchement.

La solution à ce problème est simple : des services publics universels délivrés gratuitement à la source. Hélas, de puissants intérêts politiques s'opposent souvent à cette méthode avérée de réduction des inégalités.

Lever ces obstacles et donner à toutes et tous l'accès à des services publics essentiels requiert de lourds investissements dans le financement public et le capital politique de la part des États et des leaders politiques. En plus de renforcer les indicateurs sociaux, d'accélérer la croissance économique et de réduire les inégalités, il s'agit également de choix politiques forts susceptibles de renforcer la cohésion sociale et d'apporter une contribution durable à l'avenir de l'humanité.

Le premier article de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. ». Sept décennies après son adoption, le présent rapport d'Oxfam rappelle ce principe avec conviction, mais rappelle aussi l'immense défi à relever pour joindre les actes à ce beau discours.

La lutte contre les inégalités reste l'une des problématiques les plus éprouvantes du monde. L'accès aux services publics universels est une solution avérée pour y parvenir. Nous devons désormais prendre des mesures contre les inégalités extrêmes afin de façonner un monde plus juste, plus sain et plus harmonieux pour toutes et tous, et pas seulement pour une minorité.

SERVICES PUBLICS OU FORTUNES PRIVÉES ?

LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES DANS LE MONDE A AUGMENTÉ DE 900 MILLIARDS DE DOLLARS RIEN QUE L'AN DERNIER, SOIT :

2,5 MILLIARDS DE DOLLARS PAR JOUR¹



L'EXTRÊME PAUVRETÉ S'INTENSIFIE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Ces nouvelles données montrent également que l'extrême pauvreté handicape 3,4 milliards de personnes (un peu moins de la moitié de la population mondiale), qui vivent avec moins de

5,50 DOLLARS PAR JOUR²



LES HOMMES DÉTIENNENT 50% DE RICHESSES EN PLUS QUE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES ACCUMULÉES PAR LES FEMMES³



UNE ÉTUDE RÉCENTE MENÉE DANS 13 PAYS EN DÉVELOPPEMENT A CONSTATÉ QUE LES DÉPENSES CONSACRÉES À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ REPRÉSENTAIENT 69 % DE LA RÉDUCTION TOTALE DES INÉGALITÉS⁴



UNE AUGMENTATION DE SEULEMENT 0,5 % DE L'IMPÔT SUR LA FORTUNE DES 1 % LES PLUS RICHES PERMETTRAIT DE COLLECTER PLUS D'ARGENT QUE LE BUDGET NÉCESSAIRE :



RÉSUMÉ

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Les États doivent écouter les citoyen-ne-s ordinaires et prendre des mesures pertinentes pour réduire les inégalités. Tous les États doivent **définir des objectifs et des plans d'action concrets assortis de délais pour réduire les inégalités**. Cela doit s'inscrire dans leurs engagements pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 10 sur les inégalités. Ces plans doivent inclure des actions dans les trois domaines suivants.

1

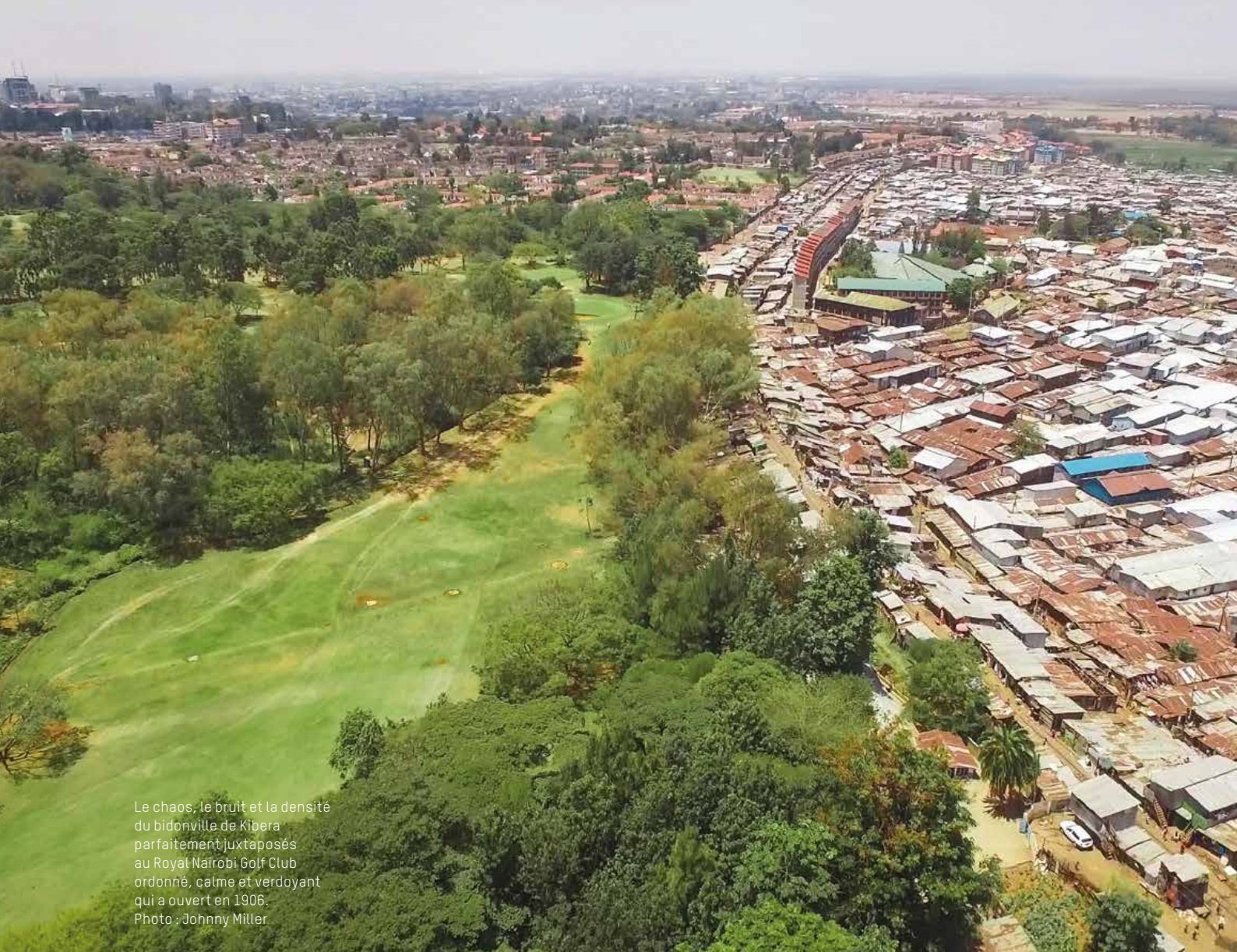
Fournir des soins de santé, une éducation et d'autres services publics gratuits et universels qui bénéficient également aux femmes et aux filles. Cesser de soutenir la privatisation des services publics. Garantir à toutes et tous l'accès aux retraites, aux allocations familiales et à d'autres formes de protection sociale. Concevoir tous les services en veillant à ce qu'ils bénéficient également aux femmes et aux filles.

2

Décharger les femmes des millions d'heures de travail non rémunéré qu'elles consacrent chaque jour au soin de leur famille et de leur foyer. Donner aux personnes assurant ce travail essentiel la possibilité de participer aux décisions budgétaires et définir comme un objectif clé des dépenses de l'État le fait de libérer du temps pour les femmes. Investir dans des services publics qui réduisent le temps consacré à certaines de ces tâches, notamment l'eau, l'électricité et la garde d'enfants. Concevoir tous les services publics de sorte qu'ils bénéficient aux personnes ayant peu de temps libre.

3

Mettre un terme au nivellement par le bas de l'imposition des entreprises et des individus fortunés. Taxer la richesse et le capital à des niveaux plus équitables. Mettre fin au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les revenus des particuliers. En finir avec la fraude et l'évasion fiscales des entreprises et des super-riches. Convenir d'un nouvel ensemble d'institutions et de règles fiscales internationales afin de refondre en profondeur le système fiscal en le rendant équitable, avec une participation de plein droit des pays en développement aux négociations.



Le chaos, le bruit et la densité du bidonville de Kibera parfaitement juxtaposés au Royal Nairobi Golf Club ordonné, calme et verdoyant qui a ouvert en 1906.
Photo : Johnny Miller

Mukesh Ambani est classé 19e dans la liste Forbes des milliardaires 2018. Il est à la tête de la plus grande fortune en Inde. Sa résidence à Mumbai, un immeuble de 175 m, est évaluée à 1 milliard de dollars, ce qui en fait la résidence privée la plus chère du monde⁶.

Pratima, qui vit dans un bidonville à Patna dans l'Est de l'Inde, a perdu ses jumeaux à cause du manque de ressources et d'une trop longue attente dans la clinique la plus proche de chez elle. Les femmes pauvres comme Pratima doivent accoucher sans soins de santé maternels appropriés, ce qui les expose à des complications et à des soins insuffisants et augmente le risque de mortalité.

Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, est l'homme le plus riche au monde, avec une fortune qui s'élève à 112 milliards de dollars sur la liste Forbes de 2018. 1 % seulement de sa fortune totale avoisine le budget total de la santé de l'Éthiopie, un pays de 105 millions d'habitants. Il a récemment fait part de son intention d'investir sa fortune dans un voyage spatial, car il ne sait plus vraiment où dépenser son argent⁷.

Zay décortique des crevettes en Thaïlande. La crevette ainsi décortiquée par Zay est livrée à de gros détaillants tels que les supermarchés Whole Foods, qui sont désormais la propriété de la société mère Amazon. À la fin de son service, la fatigue que Zay ressent après avoir décortiqué des crevettes pendant 12 ou 13 heures peut le laisser complètement engourdi. « La main-d'œuvre est exploitée », indique Zay. Zay peut s'estimer heureux s'il gagne plus de 15 dollars par jour.



LES SERVICES PUBLICS DOIVENT L'EMPORTER SUR LES FORTUNES PRIVÉES

Le fossé entre les riches et les pauvres nous sépare. Il nous empêche d'éradiquer la pauvreté et de tendre vers l'égalité entre les femmes et les hommes. La plupart de nos leaders politiques ne parviennent pas à réparer cette fracture. Il peut toutefois en être autrement. Les inégalités ne sont pas une fatalité, mais le résultat de choix politiques⁸. Des mesures concrètes peuvent être mises en place pour combler ce fossé.

Le présent rapport se concentre sur le pouvoir sans précédent des services publics universels comme l'éducation et la santé dans la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités⁹. Les services publics universels constituent le socle de sociétés libres et justes. S'ils le décident, les États peuvent proposer à l'ensemble de leurs citoyen-ne-s des services publics essentiels.

Il existe un consensus de plus en plus partagé¹⁰ sur le fait que les richesses des particuliers et des entreprises ne sont pas taxées de manière équitable, et qu'au lieu de cela les impôts pèsent de façon disproportionnée sur les travailleurs. Pour chaque dollar de recette fiscale, en moyenne seulement 4 cents proviennent de la fiscalité sur la fortune.

Les fortunes des super-riches atteignent des niveaux record¹². En taxant plus équitablement les richesses, il serait possible de collecter suffisamment de recettes pour s'assurer que chaque enfant est scolarisé et que personne ne tombe dans la pauvreté à cause des frais médicaux trop coûteux. Ce faisant, nous pourrions construire une économie centrée sur l'humain plus égalitaire et qui valorise ce qui importe vraiment.

LES AVANCÉES DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ RALENTISSENT SÉVÈREMENT

Le recul conséquent du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (soit avec 1,90 dollar par personne et par jour, selon la Banque mondiale) constitue l'une des plus grandes avancées de ces dernières décennies. Or, de nouvelles données de la Banque mondiale montrent que le taux de réduction de la pauvreté a été divisé par deux depuis 2013¹³. L'extrême pauvreté s'intensifie en Afrique subsaharienne. Ces nouvelles données démontrent également que la pauvreté touche la plus grande partie de l'humanité, avec un peu moins de la moitié de la population mondiale (soit 3,4 milliards de personnes) vivant avec moins de 5,50 dollars par jour, ce qui correspond au nouveau seuil d'extrême pauvreté défini par la Banque mondiale dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure¹⁴. D'après la Banque mondiale, les femmes sont davantage touchées par la pauvreté notamment en raison de l'ampleur du travail de soin non rémunéré qu'elles assument¹⁵.

« L'HISTOIRE EST JALONNÉE DE MOMENTS OÙ L'HUMANITÉ EST AMENÉE À SE HISSE À UN NIVEAU DE CONSCIENCE SUPÉRIEUR... POUR TENDRE VERS UN PLUS GRAND SENS MORAL. DES MOMENTS OÙ NOUS DEVONS NOUS DÉFAIRE DE NOS PEURS ET NOUS DONNER DE L'ESPOIR LES UNS LES AUTRES. CE MOMENT EST ARRIVÉ. »

DR WANGARI MAATHAI,
FONDATRICE DU GREEN BELT
MOVEMENT, LAURÉATE 2004
DU PRIX NOBEL DE LA PAIX

« SI LA SOCIÉTÉ LIBRE NE PARVIENT PAS À AMÉLIORER LE SORT DE LA MAJORITÉ DES PAUVRES, ELLE NE POURRA PAS SAUVER LA MINORITÉ DES RICHES. »

JOHN F. KENNEDY,
DISCOURS D'INVESTITURE,
20 JANVIER 1961.

Cette situation résulte directement de l'aggravation des inégalités¹⁶ et de l'accaparement des richesses par une minorité. Le rapport sur les inégalités mondiales 2018 a révélé qu'entre 1980 et 2016, les 1% des personnes les plus riches du monde ont capté 27 % de la croissance du revenu, contre 12 % pour les 50 % les plus pauvres de la planète¹⁷.

L'éradication de la pauvreté est indiscutablement indissociable de la lutte contre les inégalités.

Le coût humain des inégalités est dévastateur. Aujourd'hui :

- 262 millions d'enfants ne pourront pas aller à l'école¹⁹.
- Près de 10 000 personnes décéderont par manque d'accès aux soins de santé²⁰.
- 16,4 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré seront effectuées, la majorité par des femmes en situation de pauvreté²¹.

Les États sont actuellement confrontés à un choix difficile : une vie digne pour l'ensemble de leurs citoyen-ne-s ou la concentration de richesses extrêmes par une poignée d'élites ?

BANCO POUR LES MILLIARDAIRES DANS LE MONDE

Voilà 10 ans que la crise financière a frappé notre monde, laissant d'énormes souffrances sur son passage. Sur cette même période, la fortune des plus riches n'a cessé de croître.

- Depuis la crise financière, le nombre de milliardaires a presque doublé²².
- La fortune des milliardaires dans le monde a augmenté de 900 milliards de dollars rien que l'an dernier, soit 2,5 milliards de dollars par jour. Sur la même période, la richesse de la moitié la plus pauvre de la population mondiale (soit 3,8 milliards de personnes) a chuté de 11 %²³.
- Les milliardaires sont plus riches que jamais. Entre 2017 et 2018, on dénombrait un nouveau milliardaire tous les deux jours²⁴.
- Les richesses sont plus concentrées que jamais : l'année dernière seulement 26 personnes possédaient autant que la moitié la moins bien lotie de la population mondiale (soit 3,8 milliards de personnes), contre 43 personnes l'année précédente²⁵.
- Jeff Bezos, l'homme le plus riche du monde et propriétaire d'Amazon, a vu sa fortune atteindre 112 milliards de dollars. 1 % seulement de sa fortune équivaut au budget total de la santé de l'Éthiopie, un pays de 105 millions d'habitants²⁶.
- Si la totalité du travail de soin non rémunéré effectué par les femmes dans le monde était réalisée par une seule et même entreprise, cette dernière aurait un chiffre d'affaires annuel de 10 000 milliards de dollars²⁷, soit 43 fois plus que celui d'Apple²⁸.

ROBERTA EST POLICIÈRE. ELLE A DONNÉ NAISSANCE À DES JUMELLES AU KENYATTA NATIONAL HOSPITAL À NAIROBI. ELLE A MALHEUREUSEMENT PERDU SES DEUX FILLES SUITE À PLUSIEURS COMPLICATIONS. DANS L'INCAPACITÉ D'ACQUITTER LES FRAIS MÉDICAUX, ROBERTA A ÉTÉ RETENUE DANS L'ENCEINTE DE L'HÔPITAL ET LES AUTORITÉS LUI ONT REFUSÉ L'ACCÈS AUX DÉPOUILLES DE SES FILLES TANT QUE LA FACTURE N'ÉTAIT PAS RÉGLÉE¹⁸.

PRÈS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION
MONDIALE (SOIT 3,4 MILLIARDS DE PERSONNES)

**VIT AVEC MOINS DE
5,50 DOLLARS
PAR JOUR²⁹**



ALORS QUE LE MONDE COMPTE UN
NOMBRE SANS PRÉCÉDENT DE
MILLIARDAIRES (2 208)



LA FORTUNE DE CES DERNIERS
AUGMENTE DE

**2,5 MILLIARDS
DE DOLLARS
CHAQUE JOUR³⁰**



Un jet privé dans la ville huppée de St Moritz en Suisse. Photo : Pixabay

En plus d'accumuler des sommes vertigineuses, les plus riches bénéficient également des taux d'imposition les plus bas de ces dernières décennies, à l'instar des entreprises qu'ils dirigent :

- La fortune est soumise à une fiscalité particulièrement faible. Pour chaque dollar de recette fiscale, seulement 4 cents proviennent de la fiscalité sur la fortune.
- Dans les pays riches, le taux supérieur moyen d'impôt sur le revenu des particuliers a chuté, passant de 62 % en 1970 à 38 % en 2013³¹. Dans les pays en développement, le taux supérieur moyen d'impôt sur le revenu des particuliers est de 28 %³².
- Dans certains pays comme le Brésil³³ et le Royaume-Uni³⁴, les 10 % les plus pauvres s'acquittent d'une imposition sur le revenu proportionnellement plus élevée que les 10 % les plus riches.
- Les États doivent concentrer leurs efforts à demander aux plus riches de contribuer davantage pour lutter contre les inégalités. Par exemple, une augmentation de 0,5 % de l'impôt sur la fortune des 1 % les plus riches permettrait de collecter plus que ce que coûteraient sur un an l'éducation des 262 millions d'enfants non scolarisés et les soins de santé susceptibles d'éviter le décès de 3,3 millions de personnes³⁵.
- Les super-riches dissimulent 7 600 milliards de dollars aux autorités fiscales³⁶. Les multinationales dissimulent également des sommes considérables dans des structures offshore. Ces pratiques privent les pays en développement de 170 milliards de dollars chaque année³⁷.

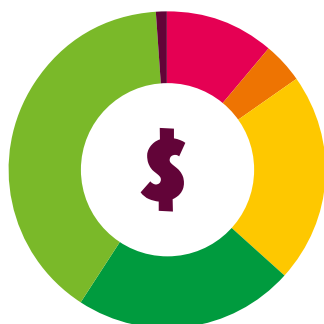
« LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION DES ENFANTS LES PLUS PAUVRES SAUVE DES VIES ET FAÇONNE L'AVENIR DU MONDE. »

ILLIASSOU BOUBAGAR,
ROTAB ALLIANCE FOR BUDGET
TRANSPARENCY, NIGER

« L'ÉDUCATION NE SERT PAS À ÉCHAPPER À LA PAUVRETÉ. ELLE SERT À LA COMBATTRE. »

JULIUS NYERERE,
PRÉSIDENT FONDATEUR
DE LA TANZANIE

LA RÉPARTITION DES RECETTES FISCALES³⁸



- Impôt sur les sociétés 11 %
- Impôt sur la fortune 4 %
- Impôt sur le revenu des particuliers 21 %
- Impôt sur les salaires 22 %
- TVA et autres taxes sur les biens de consommation 39 %
- Autre 1 %

LES RICHES DISSIMULENT LEUR FORTUNE DANS DES STRUCTURES OFFSHORE, SOIT

**7 600
MILLIARDS
DE
DOLLARS³⁹**



LA FRACTURE QUI MENACE DE NOUS DECHIRER

Des personnalités respectées ont envoyé un signal clair : les inégalités contribuent à empoisonner le monde politique des États-Unis au Brésil, en passant par l'Europe et les Philippines. Ces dernières années ont vu la liberté d'expression et la démocratie mises à mal par certains États à travers le monde⁴¹. Le *Council on Foreign Relations* a mis en lumière le fait que le fossé entre les riches et les pauvres contribue à alimenter l'autoritarisme⁴². Plutôt que d'œuvrer à résorber la fracture entre les riches et les pauvres, certains leaders cherchent à stigmatiser les immigrants, d'autres groupes ethniques, d'autres nations, ainsi que les femmes et les personnes pauvres. La méfiance⁴³ est plus prégnante et les délits plus nombreux⁴⁴ dans les pays les plus inégalitaires. Dans les sociétés inégalitaires, la tension est plus palpable. La population est moins heureuse et le taux de pathologie mentale est plus élevé⁴⁵.

« J'AI RÉCEMMENT RENDU VISITE À UNE PERSONNE TRÈS AISÉE AU BRÉSIL. ELLE VIT DANS UN MAGNIFIQUE APPARTEMENT VITRÉ DU SOL AU PLAFOND ET AVEC UN PANORAMA INCROYABLE. MAIS NOUS AVONS DÛ TRAVERSER TROIS CONTRÔLES DE SÉCURITÉ AVANT D'ACCÉDER AU BÂTIMENT. IL Y AVAIT DES BARREAUX AUX FENÊTRES. JE SUIS CERTAIN QU'ELLE PAIE TRÈS PEU D'IMPÔTS, MAIS ELLE DOIT VIVRE DANS UNE CAGE. JE NE POURRAIS PAS VIVRE COMME ÇA. JE PAIE SANS DOUTE PLUS D'IMPÔTS AU DANEMARK, MAIS TOUT CE QUE JE TROUVE DE L'AUTRE CÔTÉ DE MA PORTE À COPENHAGUE SONT DES FLEURS. »

DJAFFAR SHALCHI, MULTIMILLIONNAIRE DANOIS ET FONDATEUR DE LA FONDATION HUMAN ACT À L'ORIGINE DE LA CAMPAGNE MOVE HUMANITY⁴⁰

AUX ÉTATS-UNIS,
LES HOMMES BLANCS
CÉLIBATAIRES POSSÈDENT

100

FOIS PLUS

DE RICHESSES QUE LES
FEMMES HISPANIQUES
CÉLIBATAIRES⁴⁶



LES INÉGALITÉS SONT SEXISTES

Cette fracture économique et le fossé entre les femmes et les hommes s'exacerbent mutuellement. Les pays inégalitaires sur le plan économique sont également ceux où les inégalités entre les femmes et les hommes sont les plus fortes. Les sociétés dans lesquelles le fossé entre les riches et les pauvres est nettement moins prononcé sont celles où les femmes sont davantage traitées sur un pied d'égalité⁴⁷. Les inégalités entre les femmes et les hommes ne sont ni un hasard, ni une nouveauté. Nos règles économiques ont été écrites par des hommes riches et puissants pour servir leurs propres intérêts. Le modèle économique néolibéral actuel a aggravé la situation : coupes dans les services publics, réduction d'impôts pour les entreprises et les particuliers les plus riches et nivellement par le bas des salaires sont autant d'écueils qui frappent plus durement les femmes que les hommes.

La majorité des personnes les plus fortunées dans le monde sont des hommes⁴⁸. À l'échelle mondiale, les femmes gagnent 23 % de moins que les hommes⁴⁹ et les hommes possèdent 50 % de plus de la richesse totale que les femmes⁵⁰.

Plus fondamentalement, notre prospérité économique repose sur l'immense contribution pourtant non reconnue des femmes assurant un travail de soin non rémunéré.

ENCADRÉ 1 :

TRAVAIL DE SOIN NON RÉMUNÉRÉ ET INÉGALITÉS

Nos économies dépendent des millions d'heures de travail non rémunéré réalisé chaque jour. À cause d'attitudes sociales injustes, ce travail de soin non rémunéré est assuré de façon disproportionnée par les femmes et les filles (prise en charge des enfants, des seniors et des personnes malades, cuisine, nettoyage et collecte d'eau et de bois de chauffage). Si la totalité du travail de soin non rémunéré effectué par les femmes dans le monde était réalisée par une seule et même entreprise, cette dernière aurait un chiffre d'affaires annuel de 10 000 milliards de dollars⁵¹, soit 43 fois plus que celui d'Apple⁵². La contribution non rémunérée des femmes dans le secteur de la santé équivaldrait à environ 3 % du PIB des pays à bas revenus⁵³.

Ce travail accapare le temps des femmes, fragilise leur santé et ne leur permet pas de saisir certaines opportunités scolaires, économiques et politiques. Le travail de soin non rémunéré pèse le plus lourd sur les femmes pauvres. Si rien n'est fait pour y remédier, l'égalité économique et l'égalité entre les femmes et les hommes sont tout simplement impossibles.

SI LA TOTALITÉ DU TRAVAIL DE SOIN
NON RÉMUNÉRÉ EFFECTUÉ PAR LES
FEMMES DANS LE MONDE ÉTAIT
RÉALISÉE PAR UNE SEULE ET MÊME
ENTREPRISE, CETTE DERNIÈRE AURAIT
UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE

**10 000
MILLIARDS
DE DOLLARS***

***43 FOIS
CELUI
D'APPLE** ⁵⁴

Rosalyn Martinez puise de l'eau à partir d'une pompe située dans la zone de campement GMA, Tacloban Nord, Philippines. Le site a été construit afin de réinstaller des familles après le passage du typhon Haiyan, mais de nombreux résidents affirment se trouver désormais dans une situation plus vulnérable et manquent de services essentiels tels que de l'eau propre et fiable.
Crédit : Aurélie Marrier d'Unienville/Oxfam.

Les inégalités ont également de profondes implications pour l'avenir de nos enfants et sur leurs chances de vivre mieux et plus longtemps.

LE TALENT EST PARTOUT, CONTRAIREMENT AUX OPPORTUNITÉS

L'opportunité pour chaque enfant d'apprendre et d'exploiter au mieux son talent est au cœur d'une société plus juste. Cependant, dans de nombreux pays, ce sont les richesses, et non le talent, qui dictent le parcours scolaire d'un enfant. Au Kenya, un garçon d'une famille riche a une chance sur trois de poursuivre ses études au-delà du cycle secondaire, contre une chance sur 250 pour une fille issue d'une famille pauvre⁵⁵. En moyenne au Kenya, un enfant issu d'une famille riche fréquentera deux fois plus longtemps les bancs de l'école qu'un enfant issu d'une famille pauvre⁵⁶. Aux États-Unis, le rêve américain s'est transformé en mythe, la mobilité sociale étant à son niveau le plus bas depuis des décennies⁵⁷.

Cette réalité ne répond pas aux besoins des enfants, qui ont tous droit à l'éducation. Elle n'est pas non plus à la hauteur des enjeux de la société, qui voit une génération de filles et de garçons talentueux (mais pauvres) empêchée d'exprimer son potentiel ou de contribuer pleinement aux progrès de l'humanité. Des personnes qui auraient pu devenir de formidables entrepreneuses ou entrepreneurs, enseignant-e-s ou médecins gardent au lieu de cela des chèvres ou assurent la collecte d'eau. L'humanité fait face à des défis sans précédent. Or, au lieu d'exploiter tous les talents disponibles, les inégalités anéantissent ce potentiel.

Gladys Asare Akosua est enseignante à l'école modèle de filles de Savelugu au Ghana, qui fait partie de la dizaine d'écoles modèles du nord du pays. Les écoles modèles sont financées et gérées par les autorités locales. Photo : Lotte Aersøe/Oxfam IBIS.



AU NÉPAL, UN ENFANT ISSU D'UNE FAMILLE PAUVRE EST

TROIS FOIS PLUS SUSCEPTIBLE DE MOURIR AVANT L'ÂGE DE 5 ANS



QU'UN ENFANT
D'UNE FAMILLE
RICHE⁵⁸

EXCLUSION D'UNE VIE MEILLEURE

Dans la plupart des pays (développés et en développement), l'argent est un gage de meilleure santé et d'une vie meilleure, tandis que la pauvreté est trop souvent rattachée à la maladie et à des décès prématurés. Au Népal, un enfant issu d'une famille pauvre est trois fois plus susceptible de mourir avant l'âge de 5 ans qu'un enfant d'une famille riche⁵⁹.

En Inde, l'espérance de vie d'une femme de basse caste est amputée de 15 années comparé à celle d'une femme de plus haute caste⁶¹. L'espérance de vie dans les quartiers les plus pauvres de Londres est inférieure de six ans à celle dans les quartiers les plus huppés de la capitale, séparés par quelques kilomètres seulement⁶². Dans les beaux quartiers de Sao Paulo (Brésil), l'espérance de vie est de 79 ans. Elle est de seulement 54 ans dans l'une des zones les plus pauvres de la ville⁶³.

Difficile de trouver pire injustice que de mourir 25 ans plus tôt simplement parce que vous êtes pauvre.

« DE TOUTES LES
FORMES D'INÉGALITÉ,
L'INJUSTICE EN MATIÈRE
DE SOINS MÉDICAUX EST
LA PLUS RÉVOLTANTE
ET LA PLUS
INHUMAINE⁶⁰. »

MARTIN LUTHER KING

RIEN D'UNE FATALITÉ

Les inégalités ne sont pas une fatalité. Aucune règle économique ne stipule que les plus riches doivent continuer de s'enrichir alors que les personnes pauvres meurent par manque de soin. La concentration d'autant de richesses aux mains d'une élite n'a aucun sens alors que ces ressources pourraient venir en aide à l'ensemble de l'humanité. Les inégalités sont le résultat de choix politiques⁶⁴.

Le présent document porte sur les mesures les plus probantes qu'un État peut mettre en place pour combler le fossé entre les super-riches et les citoyen-ne-s ordinaires : faire bénéficier l'ensemble de la société d'une protection sociale et de services publics universels financés par une fiscalité plus juste.

LE RÔLE DÉCISIF DES SERVICES PUBLICS POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

Des salles de classe avec des enseignant-e-s. Des hôpitaux avec des infirmiers et infirmières et des docteurs. Des lavabos fonctionnels et des toilettes propres. Une retraite permettant de vivre dignement après une vie de dur labeur. L'accès de toutes et tous à l'éducation, à la santé, à l'eau, à la retraite ou encore aux allocations familiales, indépendamment du genre, de la caste, de l'origine ethnique ou du handicap. Les services publics et les allocations de protection sociale de ce type peuvent promouvoir l'égalité en contribuant à transformer la vie des personnes et en libérant leur potentiel, en resserrant les liens au sein de la société et en comblant le fossé entre les riches et les pauvres et entre les femmes et des hommes.

Les services publics peuvent être source d'une véritable liberté : absence de crainte de soucis de santé non pris en charge ; absence d'illettrisme qui entrave la capacité de tant de personnes à participer activement à la société et à s'épanouir dans leur quotidien ; la liberté de savoir que vous et votre famille serez soutenu-e-s en cas de difficulté.



Des écoliers de Langata tiennent un panneau fourni par des militants lors d'une manifestation contre la destruction de la cour de récréation de leur école primaire de Langata Road, à Nairobi, au Kenya, le lundi 19 janvier 2015. Face aux enfants manifestant pour défendre leur cour de récréation, la police kenyane a employé des gaz lacrymogènes. Selon des militants kenyans des droits humains, le terrain de la cour de récréation aurait été accaparé par un homme politique très influent. Photo : Inganga/AP.

DANS LES PAYS PAUVRES QUI ALLOUENT LE PLUS DE MOYENS POUR PRÉVENIR LA MORTALITÉ DES FEMMES PENDANT L'ACCOUCHEMENT :



Les services publics et la protection sociale réduisent la pauvreté et les inégalités. Les observations réalisées sur 150 pays, couvrant une période de plus de 30 ans⁶⁶, montrent que globalement, les investissements dans la santé, l'éducation et la protection sociale ont pour effet de combler le fossé entre les riches et les pauvres. Une étude récente réalisée dans 13 pays en développement a montré que les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé représentaient 69 % de la réduction totale des inégalités⁶⁷. Si tous les enfants sortaient de l'école avec des compétences élémentaires en lecture, 171 millions de personnes pourraient échapper à l'extrême pauvreté⁶⁸. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les dépenses publiques consacrées à la santé, à l'éducation et à la protection sociale comptent parmi les principaux outils à disposition des États pour réduire les inégalités et la pauvreté⁶⁹. La société dans son ensemble est gagnante, avec une diminution de la criminalité, une confiance plus forte⁷⁰, une meilleure santé et des vies plus longues et plus heureuses⁷¹.

Les services publics peuvent être d'importants vecteurs d'égalité, offrant à toutes et tous une chance équitable de mener une vie décente, indépendamment de sa fortune ou de ses revenus. Les écoles peuvent être des lieux où les enfants de familles pauvres et riches deviennent amis et où tombent les barrières de l'inégalité. Les hôpitaux peuvent être des lieux où les personnes pauvres comme les personnes riches savent qu'elles recevront les meilleurs soins possibles, indépendamment de leur capacité à payer.

Les services publics permettent également de combler le fossé entre les femmes et les hommes. L'éducation peut renforcer la confiance en elles des femmes, leurs opportunités économiques et leur pouvoir décisionnel⁷². Des soins de santé de qualité et gratuits sont essentiels pour que les femmes et les filles puissent prendre des décisions concernant leur propre vie, améliorer leurs perspectives de sortie de la pauvreté et réduire leur risque de mourir de maladies évitables⁷³. L'eau courante propre épargne aux femmes de nombreuses heures consacrées à sa collecte et prévient les maladies⁷⁴. À l'inverse, des services publics sous-financés et de mauvaise qualité, insensibles aux besoins des femmes et des filles, peuvent creuser encore le fossé entre les hommes et les femmes.

STATU QUO : DES PROGRÈS, MAIS TROP LENTS ET TRÈS INÉGAUX

La manière dont sont fournis les services comme la santé et l'éducation et la manière dont sont versées les retraites et d'autres allocations sociales sont déterminantes pour leur capacité à combler le fossé entre les riches et les pauvres.



Contraste urbain en Inde :
vue sur les gratte-ciel de
Noida depuis un bidonville
voisin, Uttar Pradesh.
Photo : Danish Oazi.

ENCADRÉ 2 :

LES SOINS DE SANTÉ EN INDE

En Inde, les meilleurs soins médicaux sont uniquement accessibles aux personnes qui ont les moyens de les payer⁷⁵. Le pays est une destination phare pour le tourisme médical⁷⁶. Dans le même temps, les niveaux de dépenses publiques pour la santé sont parmi les plus faibles dans le monde. Les états indiens les plus pauvres affichent des taux de mortalité infantile supérieurs à ceux d'Afrique subsaharienne⁷⁷.

Depuis quelques décennies, les services publics produisent des résultats remarquables, en particulier dans les pays en développement. Depuis 1990, 2,6 milliards de personnes ont obtenu l'accès à de meilleures sources d'eau potable⁷⁸. La scolarisation au niveau primaire est désormais pratiquement universelle dans la plupart des pays, avec autant de filles inscrites que de garçons⁷⁹. Depuis 1990, le nombre d'enfants mourant avant leur cinquième anniversaire a diminué de moitié⁸⁰.

Pourtant, malgré ces avancées importantes, le chemin reste très long et les progrès se sont révélés très inégaux. Dans les pays en développement, les enfants des familles les plus riches ont 32 % de chances de plus d'aller au terme de l'école primaire que les enfants des familles les plus pauvres⁸¹. Dans les pays à bas revenus et à revenus intermédiaires, on estime que 3,6 millions de décès peuvent être attribués chaque année au manque d'accès aux soins médicaux⁸². Les données issues de 137 pays en développement révèlent qu'un enfant d'une famille pauvre a en moyenne deux fois plus de risque de mourir avant son cinquième anniversaire qu'un enfant d'une famille riche⁸³.

Dans de nombreux pays, les écoles publiques et les hôpitaux manquent souvent de personnel, sont sous-financés et de très mauvaise qualité. Leur survie tient aux efforts d'enseignant-e-s, de docteurs et d'infirmières et infirmiers engagé-e-s. La protection sociale est souvent bien mince et exclut de nombreuses personnes qui en ont pourtant besoin. Trop souvent, les services ignorent les besoins spécifiques des femmes. Des services publics d'une si piètre qualité finissent par renforcer et accroître les inégalités.

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, LA POPULATION NE BÉNÉFICIE TOUJOURS PAS D'UN ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS DE BASE COMME L'EAU ET L'ÉLECTRICITÉ



37 %

de la population n'a pas accès à une source d'eau améliorée



65 %

de la population n'a pas accès à l'électricité

CELA ACCROÎT CONSIDÉRABLEMENT LE TEMPS CONSACRÉ PAR LES MÉNAGES PAUVRES AUX TÂCHES NON RÉMUNÉRÉES⁸⁴

Collecte de bois



Collecte d'eau

Activités de soin



Longtemps, des institutions comme la Banque mondiale ont considéré que les services publics devaient être rationnés et réduits à leur minimum et que le secteur privé était souvent un meilleur prestataire. L'argument avancé était que les personnes devaient payer pour leurs écoles et leurs hôpitaux, que les mécanismes du marché devaient organiser les services et que la protection sociale devait être très restreinte et cibler uniquement les personnes les plus pauvres⁸⁵. Bien que le discours, les programmes et les conseils aient évolué, y compris et de manière notable de la part du FMI⁸⁶, le changement se révèle plus lent dans la pratique. Cette tendance est trop souvent renforcée par l'influence des élites sur la sphère politique et les États, orientant les dépenses publiques dans la mauvaise direction et faisant en sorte qu'elles bénéficient aux tranches déjà aisées aux dépens des personnes qui en ont le plus besoin⁸⁷.

L'OBJECTIF : DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ ET GRATUITS POUR TOUTES ET TOUS

Il est temps de se concentrer sur ce qui marche. Afin de combler le plus efficacement possible le fossé entre les riches et les pauvres, les services publics doivent être universels, gratuits, réellement publics et redevables, et ils doivent fonctionner pour les femmes.

UNIVERSALITÉ

Le Costa Rica, la Thaïlande, le Sri Lanka et d'autres pays ont démontré que les services publics universels peuvent être abordables pour les pays en développement⁸⁸. La protection sociale et les services publics universels ont joué un rôle décisif dans la construction des États et des nations en Europe occidentale⁸⁹. Les tentatives pour cibler les personnes les plus pauvres ont souvent eu l'effet inverse, laissant pour compte bon nombre de celles et ceux qui devraient en bénéficier. Par exemple, le programme de protection sociale ciblée de l'Indonésie exclut 93 % des personnes qui devraient y être éligibles⁹⁰.

« TANT DE VIES PEUVENT ÊTRE SAUVÉES AVEC SI PEU D'ARGENT. S'ILS (LES PLUS RICHES) PAIENT LEURS IMPÔTS, CELA NE BÉNÉFICIE PAS SEULEMENT AUX PERSONNES PAUVRES, MAIS AIDE AUSSI LA FAMILLE ET L'ÉCONOMIE. PAR EXEMPLE, SI UN ENFANT PAUVRE SOUFFRANT D'UN PROBLÈME OCULAIRE REÇOIT LES SOINS NÉCESSAIRES, IL OU ELLE PEUT CONTINUER D'ALLER À L'ÉCOLE, APPRENDRE, POURSUIVRE SES ÉTUDES ET S'ASSURER UN MEILLEUR AVENIR. »

DR LÊ THỊ CAM THANH,
VICE-DIRECTEUR DE
L'HÔPITAL OPHTALMOLOGIQUE
GOUVERNEMENTAL DE LA
PROVINCE DE CAN THO,
VIETNAM



Salle des dialyses de l'hôpital Bach Mai au Vietnam. Photo : Adam Patterson/Oxfam.

GRATUITÉ À LA SOURCE

Les paiements par l'utilisateur peuvent être une question de vie ou de mort. Chaque année, de nombreuses personnes meurent ou souffrent inutilement parce qu'elles ne peuvent pas se payer de soins de santé, et 100 millions de personnes sont plongées dans l'extrême pauvreté à cause des frais de santé⁹¹. Dans des pays comme le Kenya, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Inde, il arrive que des personnes pauvres soient maintenues prisonnières dans les hôpitaux, parfois même enchaînées, jusqu'à ce qu'elles puissent payer⁹². Selon une étude menée en RDC, sur une période de six semaines en 2016, 54 % des femmes qui avaient accouché ont été retenues car elles ne pouvaient pas payer les frais. Il arrive souvent que des femmes et des nourrissons soient retenus pendant des mois et se voient refuser les soins courants jusqu'à ce que leurs factures soient honorées⁹³. De la même manière, dans le domaine de l'éducation, les frais de scolarité peuvent empêcher certains enfants, en particulier des filles, d'aller à l'école⁹⁴. Les femmes et les filles sont surtout perdantes lorsque des frais sont facturés pour des services publics : dans de nombreuses sociétés, leur statut social inférieur et l'absence de contrôle sur les finances les placent au dernier rang pour bénéficier de l'éducation ou des soins de santé⁹⁵.

MISE EN ŒUVRE PUBLIQUE ET NON PRIVÉE

Pour réussir, les pays doivent renforcer la fourniture publique des services. Lorsque les services fournis publiquement sont conçus pour fonctionner, l'ampleur et la rapidité de leur impact sur la réduction de la pauvreté sont imbattables⁹⁶. Des pays en développement qui ont réussi à cet égard ont démontré le potentiel et la capacité des services fournis publiquement à être à la fois universels et favorables aux populations pauvres. Dans les pays pauvres qui en font le plus pour prévenir la mortalité des femmes pendant l'accouchement, 90 % des soins sont fournis par le secteur public⁹⁷.

La Banque mondiale et certains États bailleurs voient d'un œil très positif la possibilité de partenariats publics-privés (PPP)⁹⁸ et les prestations privées comme alternatives aux services financés par l'État. Pourtant, les recherches menées par Oxfam⁹⁹ et d'autres ONG¹⁰⁰ démontrent clairement que l'éducation, la santé et d'autres services publics fournis de manière privée et financés par des PPP ne constituent pas une alternative viable à la fourniture des services par l'État lui-même. Une telle approche peut au contraire empirer les inégalités et peser lourdement sur les recettes publiques. Même le FMI met désormais en garde contre le risque fiscal de grande ampleur que présentent les approches PPP¹⁰¹.

« JE SOUHAITE QUE LA SANTÉ SOIT ENFIN CONSIDÉRÉE NON PLUS COMME UNE BÉNÉDICTION QUE L'ON ESPÈRE, MAIS COMME UN DROIT HUMAIN POUR LEQUEL ON SE BAT. »

KOFI ANNAN

« LES CARENCES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DE BASE (EN INDE) NE PEUVENT PAS ÊTRE CORRIGÉES PAR LA MULTIPLICATION DES ÉCOLES PRIVÉES, QUI ONT ÉCHOUÉ À JOUER CE RÔLE PARTOUT AILLEURS. »

AMARTYA SEN, ÉCONOMISTE, LAURÉAT DU PRIX NOBEL

ENCADRÉ 3 :

LES PROGRÈS DE LA THAÏLANDE EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ UNIVERSELS

La Thaïlande a introduit la couverture santé universelle en 2002 pour sa population de 65 millions d'habitants, avec un revenu par habitant similaire à celui des États-Unis en 1930¹⁰². Le gouvernement thaïlandais emploie 180 000 infirmières et infirmiers¹⁰³ et 50 000 docteurs¹⁰⁴. Plus de 80 % des soins sont fournis par l'État. Financés par une fiscalité progressive, les services de santé de qualité sont disponibles gratuitement pour l'ensemble de la population et bénéficient principalement aux personnes les plus pauvres¹⁰⁵.

EFFICACITÉ POUR LES FEMMES

Les États doivent privilégier les services les plus importants pour les femmes, y compris ceux qui réduisent le fardeau que représente le travail de soin non rémunéré. Les services publics peuvent promouvoir l'emploi des femmes. Ils peuvent aider les femmes et les filles en tant qu'usagères de ces mêmes services en les protégeant contre les abus. Ils doivent travailler avec les organisations de défense des droits des femmes pour s'assurer qu'elles bénéficient aux femmes. Des services publics bien conçus peuvent remettre en cause les stéréotypes répandus sur les rôles des femmes et des hommes plutôt que de les renforcer ; l'éducation peut donner aux filles les moyens de contester les inégalités plutôt que de les accepter.

TRANSPARENCE ENVERS LES BÉNÉFICIAIRES

Afin de lutter efficacement contre les inégalités économiques, les services publics doivent être transparents et sensibles aux besoins des citoyen-ne-s. Dans de nombreux pays, Oxfam œuvre aux côtés d'alliés pour aider les citoyen-ne-s à exiger des services de meilleure qualité et plus transparents. Depuis 2011, les alliés d'Oxfam au Mozambique assurent le suivi des dépenses consacrées à l'éducation, à la santé et à d'autres services publics, ce qui a donné lieu à une amélioration de ces services¹⁰⁶.

ENCADRÉ 4 :

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ POUR L'ÉDUCATION AU PAKISTAN : UNE DANGEREUSE DIVERSION DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE

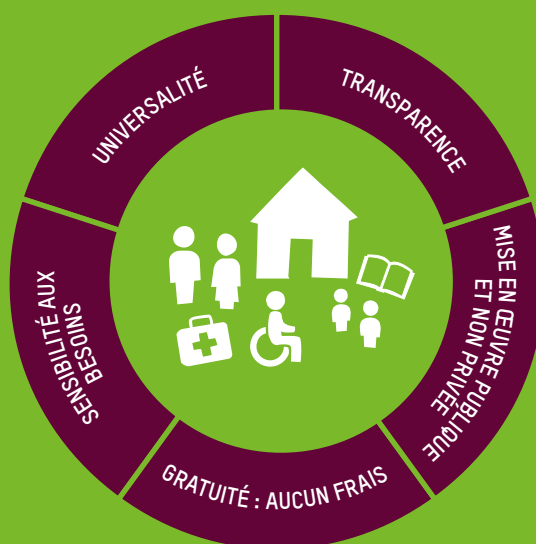
Le Pakistan compte 24 millions d'enfants déscolarisés. Seulement 15 % des filles pauvres en milieu rural vont au terme de l'école primaire. Pour y remédier, l'État du Punjab ne construit plus de nouvelles écoles publiques, mais investit à la place dans un partenariat public-privé (PPP). L'objectif clé était de redonner accès à l'éducation à une plus grande part des 5,5 millions d'enfants déscolarisés au Punjab¹⁰⁷.

Les recherches menées par Oxfam¹⁰⁸ sur le PPP dans le domaine de l'éducation ont révélé que seulement 1,3 % des enfants inscrits dans les écoles privées étaient auparavant déscolarisés. Les déclarations suivantes sont des citations de principaux d'écoles privées interrogés pendant les recherches :

« Nous n'accueillons aucun enfant [anciennement] déscolarisé dans cette école. Ceux de la communauté ne veulent pas étudier et pourraient nous faire perdre notre temps. »

« Les pauvres fréquentent les écoles publiques dans le secteur. Ils ne peuvent pas supporter la moindre dépense dans l'éducation. En tant que directeurs d'école, nous ne pouvons pas inclure les plus pauvres d'entre les pauvres avec les autres enfants dans cette école. Il ne s'agit pas d'un organisme caritatif ; nous avons des fonds limités du PPP et je dois aussi en vivre. »

SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ



IMPOSITION DES PERSONNES EN MESURE DE PAYER

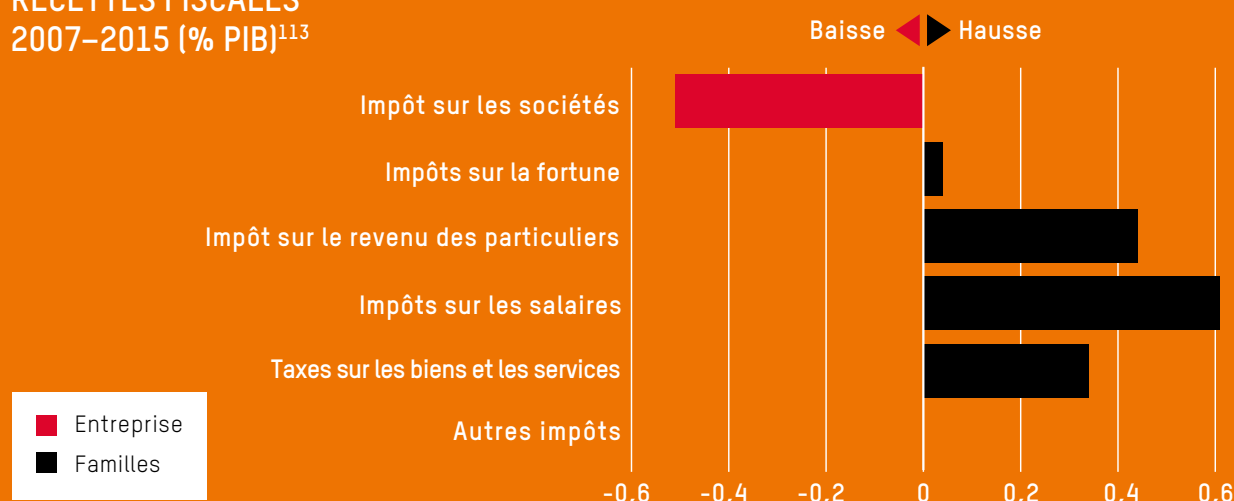
Les personnes les plus riches et les entreprises qu'elles détiennent sont sous-imposées dans le monde actuel. Les taux maximums d'impôt sur le revenu et les taux d'impôt sur les successions et sur les sociétés ont diminué dans de nombreux pays riches¹¹⁰. Si la tendance était inversée, la plupart des États auraient des ressources suffisantes pour fournir des services publics universels. Les recettes fiscales supplémentaires levées auprès des personnes les plus riches dans les pays riches pourraient être utilisées pour soutenir les pays les plus pauvres grâce à des augmentations de l'aide.

Les impôts sur la fortune, comme l'impôt sur les successions ou la taxe sur les plus-values, ont été réduits ou complètement supprimés dans de nombreux pays riches et sont souvent très peu mis en œuvre dans la plupart des pays en développement. Ils sont souvent pris pour cibles par les femmes et les hommes politiques, par les commentatrices et commentateurs hostiles¹¹¹ et attaqués malgré les preuves indiscutables du fait qu'ils touchent surtout les personnes les plus riches, et non les citoyen-ne-s ordinaires. Au lieu de s'appliquer aux personnes fortunées, les taxes pèsent sur la main-d'œuvre¹¹².

« JE PENSE QUE, EN GÉNÉRAL, BEAUCOUP D'IMPÔTS SONT TROP FAIBLES. PAR EXEMPLE, L'IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS. JE SUIS EN FAVEUR DE TELS IMPÔTS CAR ILS GÉNÈRENT UN CERTAIN DYNAMISME SANS TOMBER DANS UN POINT DE VUE PUREMENT ARISTOCRATIQUE. »

BILL GATES¹⁰⁹

ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES 2007-2015 (% PIB)¹¹³





De plus, à long terme, les États réduisent à la fois le taux supérieur moyen d'impôt sur le revenu des particuliers et le taux d'imposition des sociétés. Ne serait-ce qu'en 1980, le taux supérieur d'impôt sur le revenu des particuliers était de 70 % aux États-Unis. Il a pratiquement été divisé par deux pour atteindre aujourd'hui 37 %¹¹⁴. Du fait des nombreuses exonérations et d'autres failles, les entreprises et les personnes riches sont en réalité soumises à des taux encore plus faibles.

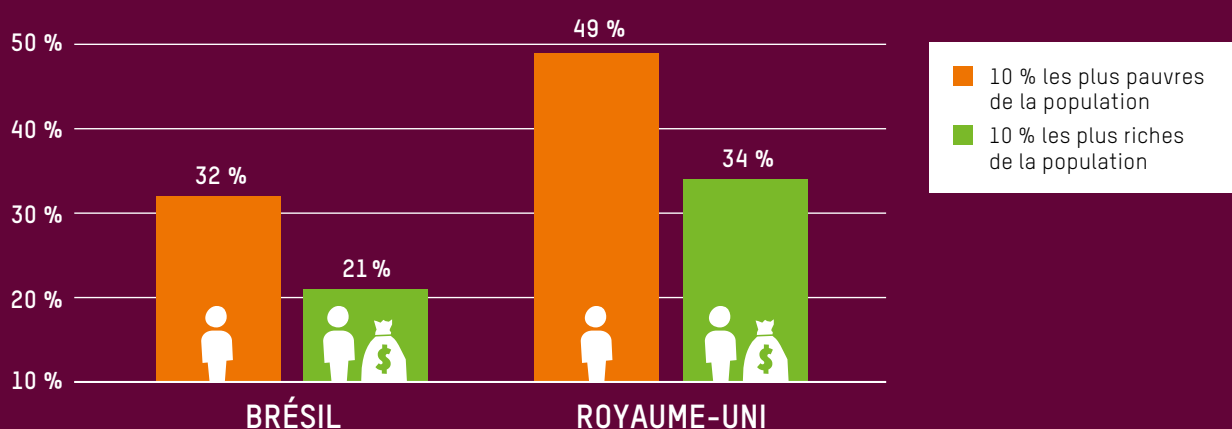
Par conséquent, dans certains pays, les taux d'imposition des personnes les plus riches sont à leur niveau le plus bas depuis un siècle. En Amérique latine, par exemple, le taux d'imposition effectif des 10 % des revenus les plus élevés n'est que de 4,8 %¹¹⁵.

Dans certains pays, si l'on tient compte à la fois des impôts payés sur les revenus et de ceux sur la consommation (taxe sur la valeur ajoutée, ou TVA), les 10 % les plus riches payent un taux plus faible que les 10 % les plus pauvres.

**« JE SERAI
PROBABLEMENT LE
CONTRIBUABLE LE MOINS
IMPOSÉ DU BUREAU. »**

**LE MILLIARDAIRE WARREN
BUFFET SOULIGNE QU'IL EST
SOUMIS À UN TAUX D'IMPOSITION
EFFECTIF PLUS FAIBLE QUE
LE RESTE DU PERSONNEL DE
SON BUREAU, Y COMPRIS SA
SECRÉTAIRE¹¹⁷.**

TAUX D'IMPOSITION EFFECTIFS¹¹⁶



Cette situation est amplifiée par l'évasion fiscale pratiquée à une échelle industrielle par les super-riches et les entreprises. Les super-riches dissimulent au moins 7 600 milliards de dollars aux autorités fiscales, soit un manque à gagner fiscal estimé à 200 milliards de dollars¹¹⁸. Alors que des millions de réfugié-e-s en quête d'un lieu sûr se voient refoulé-e-s, les plus riches peuvent acheter leur citoyenneté dans n'importe lequel des nombreux pays qui pratiquent une fiscalité minimale et n'exercent quasiment aucun contrôle sur leur fortune¹¹⁹. Rien qu'en Afrique, jusqu'à 30 % de la fortune privée peut être détenue à l'étranger, privant les États africains de 15 milliards de dollars de recettes fiscales, selon les estimations¹²⁰. Avec l'aide de véritables armées de conseillers et conseillères en fiscalité, les multinationales exploitent les moindres failles des codes fiscaux pour transférer les bénéfices vers des paradis fiscaux et échapper à l'impôt, engendrant un manque à gagner estimé à 100 milliards de dollars pour les pays en développement¹²¹.

Le FMI a démontré la pertinence de faire contribuer davantage les entreprises et les particuliers les plus riches¹²². Contrairement à une croyance très répandue, cela ne nuit pas à l'économie¹²³, et un nombre croissant de preuves soulignent les préjudices économiques engendrés par l'absence de redistribution¹²⁴. Par exemple, la Colombie tire 10 % de ses revenus fiscaux en taxant la fortune¹²⁵. Le pays a introduit un impôt sur la fortune en 2015 s'appliquant à toutes les personnes dont la fortune dépasse un milliard de pesos colombiens, soit 315 000 dollars¹²⁶.

DIMINUTION DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES ET DES PARTICULIERS FORTUNÉS ¹²⁷



Les politiques fiscales ont non seulement le pouvoir de combler le fossé entre les riches et les pauvres, mais aussi de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes. Toutefois, le système fiscal mondial actuel, en s'appuyant davantage sur des impôts comme la TVA, transfère le fardeau sur les ménages et les personnes les plus pauvres, touchant ainsi principalement les femmes. Ce n'est en rien une coïncidence, car ce sont les femmes les plus pauvres qui ont le moins d'influence sur les décisions prises en matière de fiscalité et aussi le moins d'opportunités de demander des comptes à l'État.

Si l'on ne s'attaque pas au problème de la sous-imposition des personnes qui ont le plus les moyens de payer, la crise des inégalités échappera à tout contrôle et nous serons incapables de vaincre la pauvreté.



UNE AUGMENTATION DE
SEULEMENT 0,5 % DE L'IMPÔT
SUR LA FORTUNE DES 1 % LES
PLUS RICHES PERMETTRAIT DE
COLLECTER PLUS D'ARGENT
QUE LE BUDGET NÉCESSAIRE...

...POUR PROPOSER DES SOINS DE
SANTÉ PERMETTANT DE SAUVER
LA VIE DE 3,3 MILLIONS DE
PERSONNES...

ET POUR SCOLARISER LES
262 MILLIONS D'ENFANTS
NON SCOLARISÉS¹²⁸

L'infirmière Margaret Nyagwaya prend en charge un nourrisson quelques minutes après sa naissance à la maternité de l'hôpital Zvamabande dans le district de Shurugwi, Zimbabwe. Elle témoigne : « Les femmes apprécient de venir au dispensaire pour y donner naissance. On leur donne des vitamines pour qu'elles retrouvent des forces et on prend bien soin d'elles. » Cet établissement était soutenu par des ONG partenaires dans le cadre de l'intervention humanitaire conjointe menée au Zimbabwe lors de la crise provoquée par El Niño en 2015-2016. Photo : Ilvy Njokiktjien/Oxfam Novib.

« LA VÉRITABLE
VALEUR D'UNE
SOCIÉTÉ SE
MESURE À LA
MANIÈRE DONT
ELLE TRAITE
LES PLUS
VULNÉRABLES
DE SES
MEMBRES. »

MAHATMA GANDHI



Salama et son fils Hama, chez eux à Azel, au Niger. Salama a emmené son fils au centre de santé communautaire d'Azel lorsqu'il avait quelques mois et souffrait de malnutrition. « Avoir une telle clinique à notre disposition est une excellente chose pour nous. Avant, nous devions nous rendre à Agadez. Les prix du voyage ainsi que du logement et des repas étaient rédhibitoires. Maintenant que ce service existe ici, c'est bien plus accessible. », dit-elle. Photo : Abbie Trayler-Smith/Oxfam.

CHOISIR LES SERVICES PUBLICS, ET NON LES FORTUNES PRIVÉES

Les niveaux actuels d'inégalités et de pauvreté ne sont pas une fatalité mais résultent de choix politiques et économiques. Nous pouvons choisir de continuer à récompenser les personnes qui sont déjà riches, ou au contraire de lutter contre les inégalités et de mettre un terme à la pauvreté. Nous pouvons aussi choisir de bâtir une économie humaine dans laquelle les entreprises et les personnes les plus riches paient leur juste part d'impôts et d'utiliser ces précieuses ressources pour financer les services publics et la protection sociale pour toutes et tous. Nous pourrions délivrer des milliards de personnes d'une vie de pauvreté. Les délivrer de la crainte des dépenses qu'engendrerait une maladie. Permettre à chaque enfant de réaliser son plein potentiel et d'exploiter ses talents. Cela pourrait constituer une avancée majeure vers l'égalité entre les femmes et les hommes et contribuer à bâtir des sociétés plus sûres, plus égalitaires et plus heureuses pour nos enfants et petits-enfants. Le choix nous appartient.

Les États doivent écouter les citoyen-ne-s ordinaires et prendre des mesures pertinentes pour réduire les inégalités. Tous les États doivent **définir des objectifs et des plans d'action concrets assortis de délais pour réduire les inégalités. Cela doit s'inscrire dans leurs engagements pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 10 sur les inégalités.** Ces plans doivent inclure des actions dans les trois domaines suivants.

1

Fournir des soins de santé, une éducation et d'autres services publics gratuits et universels qui bénéficient également aux femmes et aux filles.

Cesser de soutenir la privatisation des services publics. Garantir à toutes et tous l'accès aux retraites, aux allocations familiales et à d'autres formes de protection sociale. Concevoir tous les services en veillant à ce qu'ils bénéficient également aux femmes et aux filles.

2

Décharger les femmes des millions d'heures de travail non rémunéré qu'elles consacrent chaque jour au soin de leur famille et de leur foyer.

Donner aux personnes assurant ce travail essentiel la possibilité de participer aux décisions budgétaires et définir comme un objectif clé des dépenses de l'État le fait de libérer du temps pour les femmes. Investir dans des services publics qui réduisent le temps consacré à certaines de ces tâches, notamment l'eau, l'électricité et la garde d'enfants. Concevoir tous les services publics de sorte qu'ils bénéficient aux personnes ayant peu de temps libre.

3

Mettre un terme au nivellement par le bas de l'imposition des entreprises et des individus fortunés.

Taxer la richesse et le capital à des niveaux plus équitables. Mettre fin au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les revenus des particuliers. En finir avec la fraude et l'évasion fiscales des entreprises et des super-riches. Convenir d'un nouvel ensemble d'institutions et de règles fiscales internationales afin de refondre en profondeur le système fiscal en le rendant équitable, avec une participation de plein droit des pays en développement aux négociations.

NOTES

Sauf indication contraire, tous les liens ont été consultés pour la dernière fois en octobre 2018.

- 1 Forbes. (2018). The World's Billionaires. <https://www.forbes.com/billionaires/list/>; et P. Espinoza Revollo et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique. <http://dx.doi.org/10.21201/2019.3651>
- 2 Banque mondiale. (2018a). *Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée*. <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- 3 A. Shorrocks, J. Davies and R. Lluber. (2018). *World Wealth Report 2018*. Credit Suisse. <https://www.credit-suisse.com/corporate/en/research/research-institute/global-wealth-report.html>
- 4 N. Lustig. (2015). *The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health: Evidence from 13 Developing Countries in the Commitment to Equity Project*. <https://www.imf.org/en/Publications/Books/Issues/2018/02/26/Inequality-and-Fiscal-Policy-42811>
- 5 P. Espinoza Revollo et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op cit.
- 6 M. Hanrahan (18 mai 2012), *Antilia: Inside Mukesh Ambani's 27-Story Mumbai Residence, The World's First \$1 Billion Home (PHOTOS)*. The Huffington Post. https://www.huffingtonpost.in/entry/antilia-inside-mukesh-expensive-home-mumbai_n_1527703
- 7 M Döpfner (2018), *Jeff Bezos reveals what it's like to build an empire and become the richest man in the world — and why he's willing to spend \$1 billion a year to fund the most important mission of his life*. *Business Insider*; Forbes (2018), The World's Billionaires. <https://www.forbes.com/billionaires/list/>. Pour les calculs du budget de la santé en Éthiopie, voir : P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 8 J. D. Ostry, P. Loungani et A. Berg (à venir), *Confronting Inequality: How Societies Can Choose Inclusive Growth*. Colombia.
- 9 Les précédents rapports d'Oxfam portaient sur d'autres facteurs déterminants dans la lutte contre les inégalités, comme le travail et la rémunération (Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent) : <https://www.oxfam.org/fr/rapports/partager-la-richesse-avec-elles-et-ceux-qui-la-creent> ; la réforme de notre modèle économique (Une économie au service des 99 %) : <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99> ; ou la fin de la confiscation du monde politique et économique par les élites (Une économie au service des 1 %) : <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-1>
- 10 Voir par exemple, J. Brumby et M. Keen (13 février 2018), *Game-Changers and Whistle-Blowers: Taxing Wealth*. FMI. <https://blogs.imf.org/2018/02/13/game-changers-and-whistle-blowers-taxing-wealth/> et FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*, <https://www.imf.org/en/Publications/FM/Issues/2017/10/05/fiscal-monitor-october-2017>. Voir également The Economist (9 août 2018), *Overhaul tax for the 21st century*, <https://www.economist.com/leaders/2018/08/09/overhaul-tax-for-the-21st-century>
- 11 Calculs d'Oxfam ; voir la note méthodologique : P. Espinoza Ravollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op. cit.
- 12 Ibid.
- 13 Banque mondiale (2018a), *Poverty and Shared Prosperity 2018*. <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>. Entre 2013 et 2015, les dernières années pour lesquelles des données sont disponibles, le taux de réduction de la pauvreté est passé de 1 % par an à 0,5 % par an.
- 14 Ibid.
- 15 Ibid.
- 16 Ibid, p.24. D'après les projections de la Banque mondiale, avec la croissance économique actuelle, l'extrême pauvreté ne sera pas éradiquée d'ici 2030 à moins de réduire les inégalités en augmentant les revenus des 40 % les plus pauvres plus rapidement que ceux des autres tranches de la population. Sans réduction des inégalités, quelque 3,7 % de la population mondiale vivra toujours dans l'extrême pauvreté, même avec un taux de croissance à deux chiffres.
- 17 F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2017), *Rapport sur les inégalités mondiales 2018*. <https://wir2018.wid.world/>
- 18 The Standard (journal kenyan), 2018, *Double tragedy: Police woman loses twins, held in Nairobi West Hospital over Sh2.9 million bill*. <https://www.sde.co.ke/article/2001255156/double-tragedy-police-woman-loses-twins-held-in-nairobi-west-hospital-over-sh2-9-million-bill>
- 19 UNESCO (2017), *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2017/8. Rendre des comptes en matière d'éducation : tenir nos engagements*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260772>
- 20 M. Kruk et al. (2018), *Mortality due to low-quality health systems in the universal health coverage era: a systematic analysis of amenable deaths in 137 countries*. [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)31668-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)31668-4/fulltext), *The Lancet* (17 novembre 2018), Volume 392, Issue 10160, p.2203–2212: 3,6 millions de décès seraient imputables à un accès insuffisant aux soins de santé, soit 9 863 décès chaque jour.

- 21 L. Addati et al. (28 juin 2018), *Prendre soin d'autrui : un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent* : Organisation internationale du travail (OIT). Disponible à l'adresse : <https://www.ilo.org/global/topics/care-economy/care-for-fow/lang--fr/index.htm>. Les chiffres portent sur 64 pays où des études sur l'utilisation du temps ont été menées (couvrant 66,9 % de la population mondiale), si bien qu'ils devraient être nettement plus élevés une fois retranscrits à l'échelle mondiale. Les femmes assureraient en moyenne 75 % du travail de soin non rémunéré.
- 22 Depuis la crise financière voilà 10 ans, le nombre de milliardaires est passé de 1 125 en 2008 à 2 208 en 2018. Pour plus de détails, voir la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 23 La fortune totale de celles et ceux qui figurent invariablement dans la liste Forbes entre 2017 et 2018 (soit environ 1 900 personnes) a augmenté d'environ 900 milliards de dollars sur une année, soit une hausse de 2,5 milliards de dollars par jour. Pour plus de détails, voir la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 24 Le monde compte un nombre sans précédent de milliardaires. La liste Forbes des milliardaires (2018) s'est étoffée de 165 entrées entre 2017 et 2018. Elle compte 316 nouveaux milliardaires, soit plus du double du nombre ayant disparu de la liste (151). Pour plus de détails, voir la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 25 Calculs d'Oxfam basés sur Forbes (2018), *The World's Billionaires*, op. cit., et Credit Suisse (2018), *World Wealth Report Databook*. Pour plus de détails, voir la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 26 La fortune de Jeff Bezos était de 112 milliards de dollars en mars 2018. Pour les calculs du budget de la santé en Éthiopie, voir : P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/private-wealth-or-public-good-620599>
- 27 McKinsey Global Institute (2015), *The Power of Parity*. Disponible à l'adresse : <http://www.mckinsey.com/global-themes/employment-and-growth/how-advancing-womensequality-can-add-12-trillion-to-global-growth>
- 28 Rapport calculé d'après le chiffre d'affaires annuel déclaré par Apple en 2017 (229,3 milliards de dollars). Disponible à l'adresse : <https://www.apple.com/newsroom/pdfs/fy17-q4/Q4FY17ConsolidatedFinancialStatements.pdf>
- 29 Banque mondiale. (2018a). *Rapport 2018 sur la pauvreté et prospérité partagée*, op cit.
- 30 P. Espinoza Revollo et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op cit.
- 31 K. Scheve et D. Stasavage (2016), *Taxing the Rich: A History of Tax Fairness in the United States and Europe*. Princeton University Press.
- 32 Chiffres extraits de la base de données sur l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités, pour 122 pays en développement. Le taux supérieur moyen d'impôt sur le revenu des particuliers est de 28,55 %.
- 33 INESC (2015), « Mineração e (in)justiça tributária no Brasil ». Nota Técnica 184.
- 34 Office for National Statistics (2018), *Effects of taxes and benefits on household income – Financial year ending 2017*. <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/personalandhouseholdfinances/incomeandwealth/datasets/theeffectsoftaxesandbenefitsonhouseholdincomefinancialyearending2014>, Table 14: Average incomes, taxes and benefits by decile groups of ALL households (ranked by UNADJUSTED disposable income), 2016/17.
- 35 P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op. cit.
- 36 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*. Chicago University Press ; voir la note méthodologique pour obtenir une explication des calculs : https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/tb-reward-work-not-wealth-methodology-note-220118-fr.pdf. A. Alstadsaeter, J. Niels et G. Zucman (2017), *Tax Evasion and Inequality*, <http://gabriel-zucman.eu/files/AJZ2017.pdf>
- 37 A. Alstadsaeter et al. (2017), *Tax Evasion and Inequality*. op. cit.
- 38 Calculs d'Oxfam basés sur les données de l'OCDE disponibles pour 35 pays de l'OCDE et 43 pays hors OCDE en 2015 (moyennes non pondérées). OECD Stat. Revenue Statistics – OECD countries : Comparative tables. <https://stats.oecd.org/viewhtml.aspx?datasetcode=REV&lang=en>. Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.
- 39 G. Zucman. (2015). La richesse cachée des nations, op cit. Voir la note méthodologique du rapport d'Oxfam de Davos 2018 pour une explication des calculs : D. Hardoon et al. (2018). *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. Note méthodologique, op cit.
- 40 Djaffar Salchi. Correspondance privée avec l'auteur.
- 41 Civicus (2018), *The State of Civil Society Report*. <https://www.civicus.org/index.php/state-of-civil-society-report-2018>
- 42 Council on Foreign Relations (23 février 2017), *Inequality and the rise of Authoritarianism*. Transcription du panel composé de J. A. Goldstone, K. R. McNamara et S. Hamid. <https://www.cfr.org/event/inequality-and-rise-authoritarianism>
- 43 E. D. Gould et A. Hijzen (2016), *Growing Apart, Losing Trust? The Impact of Inequality on Social Capital*, Document de travail du FMI WP/16/176. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16176.pdf>

- 44 P. Fajnzylber, D. Lederman et N. Loayza (2002), *Inequality and Violent Crime*. *Journal of Law and Economics*, 45(1):1–40. https://econpapers.repec.org/article/ucplawec/v_3a45_3ay_3a2002_3ai_3a1_3ap_3a1-40.htm; R. Wilkinson et K. Pickett (2009), *The Spirit Level*. Londres : Penguin.
- 45 R. Wilkinson et K. Pickett (2018), *The Inner Level*. Londres : Penguin.
- 46 M. Chang. (2015). *Women and Wealth: Insights for grantmakers*. Asset Funders Network. https://www.mariko-chang.com/AFN_Women_and_Wealth_Brief_2015.pdf
- 47 FMI (2018), *Pursuing Women's Economic Empowerment*. <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2018/05/31/pp053118pursuing-womens-economic-empowerment>
- 48 Sur les 2 208 milliardaires figurant sur la liste Forbes, seulement 244 (11 %) sont des femmes. À l'échelle mondiale, on estime que les hommes possèdent 60 % du total des richesses. Voir : A. Shorrocks, J. Davies et R. Lluberas (2018), *World Wealth Report 2018*. Credit Suisse <https://www.credit-suisse.com/corporate/en/research/research-institute/global-wealth-report.html>
- 49 ONU Femmes (2018), *Traduire les promesses en actions : l'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. <http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/sdg-report-gender-equality-in-the-2030-agenda-for-sustainable-development-2018-fr.pdf?la=fr&vs=431>
- 50 Cette statistique est basée sur les estimations du Credit Suisse concernant la part de la richesse mondiale détenue par les hommes et par les femmes dans le cadre de son rapport mondial sur la richesse 2018 (op.cit) Les 50 % représentent la part et non la différence en points de pourcentage.
- 51 McKinsey Global Institute (2015), *The Power of Parity*. op. cit.
- 52 Rapport calculé d'après le chiffre d'affaires annuel déclaré par Apple en 2017 (229,3 milliards de dollars). Disponible à l'adresse : <https://www.apple.com/newsroom/pdfs/fy17-q4/Q4FY17ConsolidatedFinancialStatements.pdf>
- 53 A. Langer et al. (2015), *Women and Health: the key for sustainable development*. *The Lancet*, 386(9999): 1165–210.
B. Heilman et al. (2017), *State of the World's Fathers: Time for Action*. Promundo, Sonke Gender Justice, Save the Children et MenEngage Alliance. <https://sowf.men-care.org/>
- 54 Calculé à partir du chiffre d'affaires annuel d'Appel publié en 2017 (229,3 milliards de dollars). Disponible sur <https://www.apple.com/newsroom/pdfs/fy17-q4/Q4FY17ConsolidatedFinancialStatements.pdf>
- 55 Chiffres extraits de l'enquête Kenya Demographic and Health Survey 2014, tableaux 3.2.1 et 3.2.2. Seulement 4 % des jeunes femmes du quintile le plus défavorisé poursuivent leur éducation au-delà du cycle secondaire, contre 35,7 % des jeunes hommes du quintile le plus riche. *Kenya National Bureau of Statistics (2015), Kenya Demographic and Health Survey 2014*. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr308/fr308.pdf>
- 56 Chiffres extraits de l'enquête Kenya Demographic and Health Survey 2014, op. cit. Un enfant du quintile le plus riche est scolarisé en moyenne pendant 11,78 ans, contre 6,15 ans pour un enfant issu du quintile le plus pauvre.
- 57 R. Wilkinson et K. Pickett (2009), *The Spirit Level*. op. cit. ; et J. Davis et B. Mazumder (2017), *The Decline in Inter-Generational Mobility after 1980*. Opportunity and Inclusive Growth Institute Working Paper 17-21. <https://www.minneapolisfed.org/institute/working-papers/17-21.pdf>
- 58 Ministère de la Santé – MOH/Nepal, New ERA/Nepal et ICF. (2017). *Nepal Demographic and Health Survey 2016*, op cit. Tableaux 8.3, 3.3.1. et 3.3.2. La mortalité des moins de cinq ans pour le quintile le plus pauvre est de 62 décès pour 1000 contre 24 pour 1000 pour le quintile le plus riche.
- 59 Ministère de la Santé – MOH/Népal, New ERA/Nepal et ICF (2017), *Nepal Demographic and Health Survey 2016*. Disponible à l'adresse : <https://dhsprogram.com/publications/publication-fr336-dhs-final-reports>. cfm. Tableaux 8.3, 3.3.1. et 3.3.2. Pour le quintile le plus pauvre, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 62 pour 1 000, contre 24 pour 1 000 pour le quintile le plus riche.
- 60 Extraits des remarques du Dr Martin Luther King à Chicago la nuit du vendredi 25 mars 1966, <https://quoteinvestigator.com/2015/10/22/mlk-health/>
- 61 ONU Femmes (2018), *Traduire les promesses en actions*, op. cit.
- 62 Office for National Statistics (2014), *Life Expectancy at Birth and at Age 65 by Local Areas in the United Kingdom: 2006–08 to 2010–12*. <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/births-deathsandmarriages/lifeexpectancies/bulletins/lifeexpectancyatbirthandage65bylocalareasintheunitedkingdom/2014-04-16#animated-maps-and-reference-tables>. L'espérance de vie dans les quartiers de Barking et Dagenham est de 77,5 ans. Elle est de 83,7 ans à Kensington et à Chelsea.
- 63 Rede Nossa São Paulo (2017), *Mapa das Desigualdades de São Paulo 2016*. Disponible à l'adresse : <https://www.nossasaopaulo.org.br/arqs/mapa-da-desigualdade-completo-2016.pdf?v=1>
- 64 J. D. Ostry et al. (à venir), *Confronting Inequality*. op. cit.
- 65 N. Lustig. (2015). *The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health: Evidence from 13 Developing Countries in the Commitment to Equity Project*, op cit. Le graphique n'inclut pas les accouchements au domicile ou dans un autre lieu, ce qui représente les 2 % manquant. Pour plus d'informations, voir la note méthodologique.

- 66 De 1970 à 2009. J. Martinez-Vazquez et B. Moreno-Dodson (2014), *The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a Large Panel of Countries*. Georgia State University.
- 67 N. Lustig (2015), *The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health, Evidence from 13 Developing Countries in the Commitment to Equity Project*. <https://www.imf.org/en/Publications/Books/Issues/2018/02/26/Inequality-and-Fiscal-Policy-42811>
- 68 Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation (2016), *5 façons dont l'éducation peut aider à mettre fin à l'extrême pauvreté*. <https://www.globalpartnership.org/fr/blog/5-facons-dont-leducation-peut-aider-mettre-fin-lextreme-pauvrete>
- 69 FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*, FMI <https://www.imf.org/en/Publications/FM/Issues/2017/10/05/fiscal-monitor-october-2017>
- 70 K. E. M. Uslaner et M. Brown (2005), *Inequality, Trust, And Civic Engagement*. American Politics Research, Volume 33. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1532673X04271903>
- 71 R. Wilkinson et K. Pickett (2009), *The Spirit Level*. op. cit. et Z. Yu et F. Wang (2017), *Income Inequality and Happiness: An Inverted U-shaped Curve*. Front. Psychol. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2017.02052>
- 72 Voir par exemple : I. İlkkaracan, K. Kim et T. Kaya (2015), *The Impact of Public Investment in Social Care Services on Employment, Gender Equality, and Poverty: The Turkish Case*. Istanbul Technical University Women's Studies Center in Science, Engineering and Technology et The Levy Economics Institute. http://www.levyinstitute.org/pubs/rpr_8_15.pdf ; et Q. Wodon, C. Montenegro, H. Nguyen et A. Onagoruwa (2018), *Missed Opportunities: The high cost of not educating girls*. Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29956>
- 73 Ibid.
- 74 Ibid.
- 75 Voir par exemple le cas de l'hôpital Medanta : <https://www.medanta.org/>
- 76 ICICI Securities Ltd. (2017), *World class health infra at competitive prices to fuel Indian medical tourism boom*. <http://content.icidirect.com/mailimages/MedicalTourismFeb17.htm>
- 77 Les états indiens de l'Uttar Pradesh et du Chhattisgarh ont respectivement un taux de mortalité infantile de 64 et 54 pour 1 000 naissances vivantes, soit plus encore qu'en Afrique subsaharienne (52 pour 1 000 naissances vivantes). India National Family Health Survey 2015-16. <http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/2949> Chiffre pour l'Afrique issu de <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.IMRT.IN?locations=RW-ZG>
- 78 OMS/UNICEF (2015), Progress on sanitation and drinking water, 2015 update and MDG assessment. https://www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/jmp-2015-key-facts/en/
- 79 Banque mondiale (2018), *Rapport sur le développement dans le monde 2018 – APPRENDRE pour réaliser la promesse de l'éducation*. <http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2018>
- 80 Dans le monde, le nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans est passé de 12,7 millions en 1990 à 6,3 millions en 2013. Voir UNICEF, OMS, Groupe de la Banque mondiale et Nations unies (2017), *Levels and Trends in Child Mortality*. <https://data.unicef.org/resources/levels-trends-child-mortality-2017/>
- 81 Banque mondiale (2018), *Rapport sur le développement dans le monde 2018*. op. cit. <http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2018>
- 82 M. Kruk et al. (2018), *Mortality due to low-quality health systems in the universal health coverage era*. op. cit.
- 83 F. Chao, D. You, J. Pedersen, L. Hug et L. Alkema (2018), *National and regional under-5 mortality rate by economic status for low-income and middle-income countries: a systematic assessment*. *Lancet Global Health*, 6(5):535-47. [https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(18\)30059-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(18)30059-7/fulltext)
- 84 V. Esquivel and A. Kaufmann. (2017). *Innovations in Care: New Concepts, New Actors, New Policies*. Friedrich-Ebert-Stiftung. <http://library.fes.de/pdf-files/iez/13282.pdf>
- 85 Voir par exemple Banque mondiale (2003), *World Development Report 2004: Making Services Work for Poor People*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/5986>
- 86 FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*. op. cit. et C. Mariotti et al. (2017), *Great expectations: is the IMF turning words into action on inequality?* <https://www.oxfam.org/en/research/great-expectations-imf-turning-words-action-inequality>. Oxfam International.
- 87 Banque mondiale (2003), *Making Services Work for Poor People*. op. cit. pp. 38-39
- 88 B. Emmett (2007), *Dans l'intérêt du public*. Rapport de campagne Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/in-the-public-interest-health-education-and-water-and-sanitation-for-all-112528>
- 89 Barker 1944 dans S. Van de Walle et Z. Scott (2009), *The role of public services in State and Nation-building: Exploring lessons from European History for Fragile States*
- 90 Analyse menée par Development Pathways d'après l'enquête socio-économique nationale indonésienne (SUSENAS) 2015.
- 91 Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale (2017), *La couverture de santé universelle : Rapport mondial de suivi 2017*. http://www.who.int/healthinfo/universal_health_coverage/report/2017/en/

- 92 R. Yates (2017), *Hospitals That Act as Modern-day Debtor Prisons Deny Rights and Dignity*. Chatham House. <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/hospitals-act-modern-day-debtor-prisons-deny-rights-and-dignity>
- 93 Ibid.
- 94 UNESCO (2015a), *Éducation pour Tous 2000-2015 : Progrès et Enjeux*. <https://fr.unesco.org/gem-report/node/832>
- 95 R.B. Kattan et N. Burnett (2004), *User Fees In Primary Education*. http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1099079877269/547664-1099079993288/EFAcase_userfees.pdf ; Banque mondiale et P. Nanda (2002), *Gender Dimensions Of User Fees: Implications For Women's Utilization Of Health Care*. *Reproductive Health Matters*, 10(20):127-34. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/12557649>
- 96 P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique. Oxfam, op. cit. ; A. Marriott (2009), *Optimisme aveugle : Une remise en question des mythes concernant les soins de santé privés dans les pays pauvres*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/blind-optimism-challenging-the-myths-about-private-health-care-in-poor-countries-114093> ; et B. Emmett (2007), *Dans l'intérêt du public*. Rapport de campagne Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/in-the-public-interest-health-education-and-water-and-sanitation-for-all-112528>
- 97 P. Espinoza Revollo (2019), Ibid.
- 98 Voir par exemple H. Patrinos et al. (2009), *The role and impact of public private partnerships in education*. Banque mondiale. <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/library/role-and-impact-public-private-partnerships-education>
- 99 M. Afridi (2018), *Equity and Quality in an education public private partnership*. Document de recherche d'Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/equity-and-quality-education-public-private-partnership-0> et A. Marriott (2014), *Une dangereuse diversion : Le partenariat public-privé phare de la SFI en matière de santé va-t-il entraîner la faillite du ministère de la Santé du Lesotho ?* Note d'information d'Oxfam. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bn-dangerous-diversion-lesotho-health-ppp-070414-fr_1.pdf
- 100 Voir par exemple Eurodad (2018), *History RePPeated: How Public Private Partnerships are Failing*. <https://eurodad.org/HistoryRePPeated> et A. Marriott (2014), *Une dangereuse diversion*, op. cit.
- 101 T.C. Irwin (16 octobre 2018), *How to Control the Fiscal Costs of Public-Private Partnerships*. IMF How To Notes. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/en/Publications/Fiscal-Affairs-Department-How-To-Notes/Issues/2018/10/17/How-to-Control-the-Fiscal-Costs-of-Public-Private-Partnerships-46294>
- 102 Calculs d'Oxfam d'après la base de données de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement dans le monde. Les chiffres du PIB par habitant en Thaïlande ont été convertis depuis la parité de pouvoir d'achat (PPA) en dollars de 2011 vers la PPA en dollars de 1990. Pour ce faire, chaque valeur du PIB réel en PPA en dollars de 2011 a été multipliée par le rapport entre le PIB par habitant de 2011 en PPA en dollars de 2011 et le PIB par habitant de 2011 en dollars actuels. Remarque : il ne s'agit que d'une approximation par rapport au PIB réel par habitant en PPA de 1990 en dollars. Chiffres du PIB des États-Unis extraits de J. Bolt, M. Timmer et J. Luiten van Zanden (2014), *GDP per capita since 1820*, OECD https://www.oecd-ilibrary.org/economics/how-was-life/gdp-per-capita-since-1820_9789264214262-7-en, P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op. cit.
- 103 V. Tangcharoensathien, W. Witthayapipopsakul, W. Panichkriangkrai, W. Patcharanarumol et A. Mills (2018), *Health systems development in Thailand: a solid platform for successful implementation of universal health coverage*. *The Lancet*, 391(10126):1205-23, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/29397200>
- 104 Life Sciences and Health in Thailand - Netherlands worldwide <https://www.netherlandsworldwide.nl/binaries/en-nederlandwereldwijd/documents/publications/2018/04/18/factsheet-life-sciences--health-in-thailand/Thailand+-+Fact-sheet+Life+Sciences+%26+Health.pdf>
- 105 V. Tangcharoensathien et al. (2018), *Health Systems Development in Thailand*. op. cit.
- 106 CAICC (2012), *O Distrito como Pólo de Desenvolvimento: Um Olhar da Sociedade Civil*. <https://www.caicc.org.mz/index.php/biblioteca/governacao/3039-o-distrito-como-polo-de-desenvolvimento-um-olhar-da-sociedade-civil>
- 107 Étendre la portée du fonds d'éducation pour le Punjab à 2,8 millions d'enfants déscolarisés est un objectif explicite du programme financé par la Banque mondiale. Banque mondiale (2016), *Third Punjab Education Sector Project*. Project Appraisal Document. <http://documents.worldbank.org/curated/en/967701468198234577/pdf/PAD1641-PAD-P154524-R2016-0090-1-Box394887B-0U0-9.pdf>
- 108 M. Afridi (2018), *Equity and Quality in an education public private partnership*. op. cit.
- 109 Extrait d'une interview du journal *The Guardian* datant du 18 septembre 2018. *Bill Gates: 'Trump is open-minded' – video*. <https://www.theguardian.com/global-development/video/2018/sep/18/bill-gates-interview-donald-trump-video>

- 110 K. Scheve et D. Stasavage (2016), *Taxing the Rich*. op. cit. pour l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les successions ; et Tax Foundation pour l'impôt sur les sociétés : https://github.com/TaxFoundation/data/blob/master/OECD-corporate-income-tax-rates/OECD_corp_income_tax_rates_1981-2015.csv#L1 Remarque : échantillon de 20 pays riches. Le taux d'imposition supérieur sur les revenus dans les pays en développement est en moyenne de 28 % – Base de données sur l'indice de l'Engagement à la réduction des inégalités d'Oxfam et DFI.
- 111 Voir par exemple C. Dubay (2010), *The Case Against the Death Tax* <https://www.heritage.org/taxes/report/the-economic-case-against-the-death-tax> et les citations de Kit Bond. https://www.brainyquote.com/quotes/kit_bond_348278, accessed December 6, 2018.
- 112 P. Espinoza Revollo (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op. cit.
- 113 Calculs d'Oxfam basés sur des données de l'OCDE disponibles pour 35 pays de l'OCDE et 43 pays non membres de l'OCDE (moyennes non pondérées) : OECD Stat. Revenue Statistics – OECD countries: Comparative tables. <https://stats.oecd.org/viewhtml.aspx?datasetcode=REV&lang=en>. Remarque : les prélèvements fiscaux comprennent les charges sociales et autres impôts sur les traitements et salaires. Les taxes sur les biens et les services comprennent les taxes sur les ventes et la TVA.
- 114 Les chiffres sur le déclin des taux d'imposition aux États-Unis sont extraits de T. Piketty (2014), *Le Capital au XXI^e siècle*. Paris : Éditions du Seuil. Données disponibles sur : <https://ourworldindata.org/grapher/top-income-tax-rates-piketty>
- 115 CEPAL (2017), *Panorama Fiscal de America Latina y El Caribe* p. 47 : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/41044/10/S1700069_es.pdf
- 116 Brazil INESC. (2015). 'Mineração e (in)justiça tributária no Brasil'. Nota Técnica 184, op cit. And UK Office for National Statistics (2018) *Effects of taxes and benefits on household income* <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/personalandhouseholdfinances/incomeandwealth/datasets/theeffectsoftaxesandbenefitsonhouseholdincome-financialyearending2014>. Table 14: Average incomes, taxes and benefits by decile groups of ALL households (ranked by UNADJUSTED disposable income), 2016/17
- 117 C. Isidore (2013), *Buffett says he's still paying lower tax rate than his secretary*. CNN Money. <https://money.cnn.com/2013/03/04/news/economy/buffett-secretary-taxes/index.html>
- 118 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*. op. cit. ; reportez-vous à la note méthodologique pour obtenir une explication du mécanisme suivi ici : https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/tb-reward-work-not-wealth-meth-odology-note-220118-fr.pdf ; A. Alstadsaeter et al. (2017), *Tax Evasion and Inequality*. op. cit.
- 119 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*. op. cit.
- 120 Ibid.
- 121 CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) (2015), *World Investment Report 2015*. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2015_en.pdf. D'autres estimations du coût de l'évasion fiscale des entreprises pour les pays en développement s'échelonnent de 47 à 200 milliards de dollars. E. Crivelli, R. De Mooij et M. Keen (2015), *Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries*. Document de travail du FMI, 15/118, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15118.pdf> ; T.R. Tørsløv, L.S. Wier et G. Zucman (5 juin 2018), *The Missing Profits of Nations*. Document de travail du NBER, n° 24701. <http://www.nber.org/papers/w24701>. Voir en particulier l'Annexe C.4d : <http://gabriel-zucman.eu/files/TWZ2018Appendix.pdf>. Les estimations portent sur 2015.
- 122 FMI (2017), *Fiscal Monitor: Tackling Inequality*. op. cit.
- 123 Ibid. et *The Economist* (9 août 2016), *Overhaul tax for the 21st century*. <https://www.economist.com/leaders/2018/08/09/overhaul-tax-for-the-21st-century>
- 124 J. Ostry, A. Berg et C. Tsangarides (2014), *Redistribution, Inequality and Growth*. FMI. Note de discussion du personnel SDN14/02. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf>
- 125 Calculs d'Oxfam basés sur les chiffres de l'OCDE. <https://stats.oecd.org/viewhtml.aspx?datasetcode=REV&lang=fr>
- 126 KPMG (2015), *Colombia – New Tax Reform Introduces Wealth Tax for Individuals*. <https://home.kpmg.com/xx/en/home/insights/2015/03/flash-alert-2015-006.html>
- 127 K. Scheve and D. Stasavage. (2016). *Taxing the Rich*, op cit, pour les données sur l'impôt sur les revenus et les droits de succession et Tax Foundation, op cit, pour les données sur l'impôt sur les entreprises. Remarque : échantillon de 20 pays riches. Le taux d'imposition supérieur sur les revenus dans les pays en développement est en moyenne de 28 % – Base de données sur l'indice de l'Engagement à la réduction des inégalités d'Oxfam et DFI.
- 128 Source : P. Espinoza Revollo et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ?* Note méthodologique, op cit.



OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk/)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Membre observateur :
KEDV (Oxfam Turquie)

